

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 209

27 janvier 2015

SOMMAIRE

4X4 by Kontz	10032	Bureau Service Mohr Sarl	9990
Aim Capital Investment S.A.	9986	Cambon (Luxembourg) Holding S.à r.l. ..	9992
Aim Capital Investment S.A.	9986	Captiva Capital Luxembourg Partners III S.C.A.	9992
Arka S.à r.l.	9991	Cavendish-Peakside CEE Investments SCSp	10031
Arti-Pub Conseils S.à r.l.	9991	Centower Investments S.à r.l.	9992
Arve Investment S.A.	9990	Cercle Escrime Sud	9992
Arve Investment S.A.	9991	ChloroPhil SA	9991
ASE Holdings S.à r.l,	9987	Cinclus Capital Management Coop S.A.	9990
Attractions Foraines A.& P .Reb S.à r.l. ..	9987	D2Lux Immo SARL	10032
Attractions Foraines A.& P .Reb S.à r.l. ..	9987	Duberion Strategies S.A.	10032
AVO Carbon Luxembourg Holdings S.à r.l.	9987	European Growth Mezzanine S.C.S.	10000
Ballywilliam S.A.	9988	European Wind Energy S.à.r.l.	9994
Bei den Raupen S.à r.l.	9989	HAB2 Prop Co. B S.à r.l.	10013
Beim Burg GmbH	9989	Jetane Holding S.à r.l.	10025
Belgravia European Properties Holding 2	9989	JOIN wireless S.A.	9993
Bitec, I.B.O.S. s.à r.l.	9986	Jonagold CEE Holding	10006
BNephron Medtech Investments	9988	Kartolex S.A.	10023
Boma-Luxembourg S.A.	9988	Lissone International Luxembourg S.A. ..	9993
Boucherie Kirsch S. à r.l.	9988	Lissone International Luxembourg S.A. ..	9993
Boulangerie-Pâtisserie Norbert Geisen S.à r.l.	9987	Lizo S.A.	9992
Bramalux S.à r.l.	9989	Luberon Invest Sàrl	10027
Brent Infrastructure II Holding S.à r.l.	9986	Luxmaschinn S.à r.l.	9993
BR Gaming Development S.A.	9989	Moonwalk Trading Spf S.A.	10028
B & S Engineering Sàrl	9988	Murex Partico S.A.	10029
Bureau AM	9990		

Aim Capital Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 129.058.

En date du 17 décembre 2014, Chafaï Baihat, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, a démissionné de son mandat d'administrateur de la société AIM CAPITAL INVESTMENT S.A., avec siège social 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 129058.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Alter Domus Luxembourg S.à r.l.

Mandaté par le démissionnaire

Référence de publication: 2014205190/15.

(140230738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Aim Capital Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 129.058.

En date du 17 décembre 2014, Géraldine Schmit, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, a démissionné de son mandat d'administrateur de la société AIM CAPITAL INVESTMENT S.A., avec siège social 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 129058.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Alter Domus Luxembourg S.à r.l.

Mandaté par le démissionnaire

Référence de publication: 2014205191/15.

(140230738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Brent Infrastructure II Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: NOK 1.037.500,00.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 172.727.

Extrait des résolutions des associés en date du 18 décembre 2014

Les associés de la Société ont décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Stefan Holmer de ses fonctions de gérant de la Société avec effet au 1^{er} décembre 2014.
- de nommer Michael Anatolitis, né le 13 octobre 1980 à Lefkosia, Chypre et résidant professionnellement au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, aux fonctions de gérant de la Société avec effet au 1^{er} décembre 2014 et ce pour une durée illimitée.

Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Référence de publication: 2014205274/15.

(140230001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Bitec, I.B.O.S. s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 84, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 29.946.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014207664/9.

(140233463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Attractions Foraines A.& P .Reb S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5421 Erpeldange (Bous), 6, rue de Rolling.

R.C.S. Luxembourg B 59.667.

J'ai l'honneur de vous notifier par la présente ma démission du poste de gérante administrative de la société ATTRACTIONS FORAINES A. & P. REB, s.à r.l. immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B. 59667, démission effective à la date du 31 décembre 2014.

Odette Zwick.

Référence de publication: 2014207624/11.

(140233283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Attractions Foraines A.& P .Reb S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5421 Erpeldange (Bous), 6, rue de Rolling.

R.C.S. Luxembourg B 59.667.

J'ai l'honneur de vous notifier par la présente ma démission du poste de gérant technique de la société ATTRACTIONS FORAINES A. & P. REB, s.à r.l. immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B.59667, démission effective à la date du 8 décembre 2014.

Pascal REB.

Référence de publication: 2014207625/11.

(140233283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

ASE Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 169.327.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Référence de publication: 2014207620/11.

(140233280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

AVO Carbon Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 14.214,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 145.877.

L'adresse personnelle de Monsieur Olivier Spicker, Associé et gérant unique de la Société, est désormais la suivante: 13, rue Léon Castilhon, B-6700 Arlon (Belgique).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Référence de publication: 2014207630/12.

(140232868) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Boulangerie-Pâtisserie Norbert Geisen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8310 Capellen, 43, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 32.775.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014207676/9.

(140232584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Boma-Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1274 Howald, 5, rue des Bruyères.

R.C.S. Luxembourg B 76.411.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 3 décembre 2014

Est nommé réviseur d'entreprise agréé, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2014:

- BDO AUDIT, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 147 570

Luxembourg, le 3 décembre 2014.

Pour extrait conforme

Signatures

Référence de publication: 2014207671/15.

(140232544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

BNephron Medtech Investments, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 174.959.

—
Le siège social de l'associé Capital Dynamics Mid-Market Direct III LP a changé et est désormais au 50, Lothian Road, EH3 9WJ Edinburgh, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Référence de publication: 2014207667/12.

(140233171) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Boucherie Kirsch S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8472 Eischen, 33, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 29.569.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014207675/9.

(140232622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Ballywilliam S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 162.268.

—
Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014207634/9.

(140232087) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

B & S Engineering Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5441 Remerschen, 11, route de Mondorf.

R.C.S. Luxembourg B 84.118.

—
Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014207632/9.

(140233078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Beim Burg GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9651 Eschweiler, Steil 9.

R.C.S. Luxembourg B 102.770.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014207658/10.

(140232033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Bei den Raupen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8030 Strassen, 129, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 112.657.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Sandra Halsdorf-Serangeli / Stéphanie Serangeli.

Référence de publication: 2014207657/10.

(140232441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Belgravia European Properties Holding 2, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 200.000,00.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 128.530.

EXTRAIT

L'associé unique, dans ses résolutions du 24 décembre 2014 a renouvelé le mandat du gérant pour une période indéterminée;

- TERES, société à responsabilité limitée, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, RCS Luxembourg B 141.013, gérant.

Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Pour BELGRAVIA EUROPEAN PROPERTIES HOLDING 2

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2014207659/15.

(140232039) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Bramalux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 19, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 160.420.

Le bilan au 30 novembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014207678/9.

(140233163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

BR Gaming Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 168.397.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Référence de publication: 2014207677/10.

(140232645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Bureau Service Mohr Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9905 Troisvierges, 44, Grand-Rue.

R.C.S. Luxembourg B 148.115.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014207688/10.

(140232611) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Bureau AM, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 8, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 172.080.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 23/12/2014.

Pour la société

C.F.N. GESTION S.A.

20, Esplanade - L-9227 Diekirch

Adresse postale:

B.P. 80 - L-9201 Diekirch

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014207687/17.

(140232459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Cinclus Capital Management Coop S.A., Société Coopérative organisée comme une Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 174.842.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire en date du 15 décembre 2014 que les actionnaires ont pris la résolution suivante:

- Gulcin Tekes, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élue administrateur B de la Société avec effet au 29 août 2014 et ce jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2020.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Référence de publication: 2014207708/14.

(140232287) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Arve Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 89.156.

Je soussignée, la Fiduciaire Jean-Marc FABER & Cie S.à.r.l., Commissaire aux Comptes de la société ARVE INVESTMENT S.A. déclare par la présente, démissionner de son poste de Commissaire aux Comptes qui 'avait été confié au sein de la société, avec effet au 01/01/2014.

Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Fiduciaire Jean-Marc FABER & Cie S.à.r.l.

Signature

Référence de publication: 2014207617/13.

(140232690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Arti-Pub Conseils S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7321 Steinsel, 1, rue des Fraises.

R.C.S. Luxembourg B 43.472.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Référence de publication: 2014207616/10.

(140233233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Arve Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 89.156.

Suite à la démission de la Fiduciaire Jean-Marc Faber & Cie Sàrl de son poste de Commissaire aux Comptes en date du 29/12/2014, avec effet au 01/01/2014, il y a lieu de rayer son inscription auprès du RCS.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

ARVE INVESTMENT S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014207618/15.

(140233002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Arka S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3441 Dudelange, 49, avenue Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 161.895.

Extrait rectificatif du dépôt numéro L140202818

Il est porté à la connaissance du public que les associés de la société ARKA S.à r.l. n'ont pas accepté la démission présentée par le gérant, Monsieur Nunes Da Assunção Arlindo Alberto, né le 14 janvier 1966 à Alvarenga (Portugal), demeurant à L-3441 Dudelange, 49 avenue Grande-Duchesse Charlotte.

De ce fait, Monsieur Nunes Da Assunção Arlindo Alberto est toujours inscrit comme gérant unique de la société Arka Sàrl, le mandat ayant commencé en date de sa nomination du 11 mai 2011 pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 23 décembre 2014.

Référence de publication: 2014207614/15.

(140233209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

ChloroPhil SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 167.735.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 11 décembre 2014

Est nommé administrateur, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2014:

- Monsieur Gerdy ROOSE, conseiller fiscal, demeurant professionnellement au 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Référence de publication: 2014207705/14.

(140232998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Cercle Escrime Sud, Association sans but lucratif.

Siège social: L-4240 Esch-sur-Alzette, 31, rue Emile Mayrisch.
R.C.S. Luxembourg F 3.176.

Les statuts coordonnés au 01.09.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014207704/9.

(140232379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Centower Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 17.500,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 51, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 85.280.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014207702/9.

(140232310) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Captiva Capital Luxembourg Partners III S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2172 Luxembourg, 39, rue Alphonse Munchen.
R.C.S. Luxembourg B 127.571.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Référence de publication: 2014207700/10.

(140232931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Cambon (Luxembourg) Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 56.965.784,14.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.
R.C.S. Luxembourg B 172.895.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Référence de publication: 2014207699/10.

(140232225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Lizo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 105.643.

Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'administration du 17 décembre 2014.

- Il est pris acte de la démission de Monsieur Christian FRANCOIS de son mandat d'administrateur avec effet au 9 décembre 2014.

- Monsieur Jean-Hugues DOUBET, né le 7 mai 1974 à Strasbourg (F), demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est coopté en tant qu'administrateur en remplacement de Monsieur Christian FRANCOIS, démissionnaire, avec effet au 9 décembre 2014.

Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2016.

Luxembourg, le 17 décembre 2014.

LIZO S.A.

Référence de publication: 2014207133/16.

(140231568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Lissone International Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 79.941.

Les comptes annuels modifiés au 31 Décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Cette version remplace la version des comptes annuels au 31.12.2009 précédemment déposés au Registre du Commerce de Luxembourg sous la référence L110078055.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 Décembre 2014.

Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2014207129/15.

(140230712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Lissone International Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 79.941.

Les comptes annuels modifiés au 31 Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Cette version remplace la version des comptes annuels au 31.12.2010 précédemment déposés au Registre du Commerce de Luxembourg sous la référence L110078064.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 Décembre 2014.

Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2014207128/15.

(140230711) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

JOIN wireless S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 11, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 176.459.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23/12/2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg

Référence de publication: 2014207076/12.

(140231526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Luxmaschinn S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8370 Hobscheid, 71A, rue de Kreuzerbuch.
R.C.S. Luxembourg B 66.450.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23/12/2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg

Référence de publication: 2014207153/12.

(140230576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

European Wind Energy S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 52.470,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 192.976.

In the year two thousand and fourteen, on the third day of December,
Before Maître Martine SCHAEFFER, civil law notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,
was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of European Wind Energy S.à r.l. (the General Meeting), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, in the course of being registered with the Luxembourg trade and companies register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) (respectively the Register and the Company).

The Company was incorporated on 26 November 2014 pursuant to a deed of the undersigned notary, not yet published in the Luxembourg official gazette (Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) (the Official Gazette). The articles of association of the Company (the Articles) have never been amended.

THERE APPEARED:

(1) WATKINS LP, a limited partnership incorporated and existing under the laws of Scotland, having its registered office at 50, Lothian Road, Festival Square, EH3 9WJ Edinburgh, United Kingdom, and registered with the Companies House of the United Kingdom (the Companies House) under registration number SL9336 (WATKINS LP), being the holder of 5,614 (five thousand six hundred and fourteen) shares in the Company,

duly and validly represented for the purpose hereof by Pol Theisen, avocat, with professional address at 33, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private;

(2) REDPIER LP, a limited partnership incorporated and existing under the laws of Scotland, having its registered office at 50, Lothian Road, Festival Square, EH3 9WJ Edinburgh, United Kingdom, and registered with the Companies House under registration number SL9335 (REDPIER LP), being the holder of 2,759 (two thousand seven hundred and fifty-nine) shares in the Company,

duly and validly represented for the purpose hereof by Pol Theisen, avocat, with professional address at 33, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal; and

(3) NORTHSEA LP, a limited partnership incorporated and existing under the laws of Scotland, having its registered office at 50, Lothian Road, Festival Square, EH3 9WJ Edinburgh, United Kingdom, and registered with the Companies House under registration number SL9334 (NORTHSEA LP), being the holder of 4,127 (four thousand one hundred and twenty-seven) shares in the Company,

duly and validly represented for the purpose hereof by Pol Theisen, avocat, with professional address at 33, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal,

(each a Shareholder and jointly the Shareholders).

Such proxies, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the Shareholders and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Shareholders, duly and validly represented as stated above, have requested the undersigned notary to record that:

I. all of the 12,500 (twelve thousand five hundred) ordinary shares of the Company, with a nominal value of EUR1 (1 Euro) each, representing the entire share capital of the Company amounting to EUR12,500 (twelve thousand five hundred Euro) are present or duly and validly represented at the General Meeting, so that the General Meeting is duly, validly and legally constituted and may validly resolve on all the items composing the Agenda (as this term is defined below);

II. the Shareholders have been called in order to resolve on the items contained in the following agenda (the Agenda):

(1) Waiver of convening requirements;

(2) Increase of the share capital of the Company by an aggregate amount of EUR39,970 (thirty-nine thousand nine hundred and seventy Euro) in order to bring such share capital from its current amount of EUR12,500 (twelve thousand five hundred Euro) up to a new amount of EUR52,470 (fifty-two thousand four hundred and seventy Euro) through the creation and issuance of 39,970 (thirty-nine thousand nine hundred and seventy) new shares in registered form of the Company, having a nominal value of EUR1 (one Euro) each, which shall be subscribed, and fully paid-up, by the shareholders of the Company in consideration for a contribution in kind consisting in (i) 18,001 (eighteen thousand and one) shares held by Watkins LP in Watkins Holdings S.à r.l., (ii) 8,775 (eight thousand seven hundred and seventy-five) shares held by Redpier LP in Watkins Holdings S.à r.l., and (iii) 13,194 (thirteen thousand one hundred and ninety-four) shares held by Northsea LP in Watkins Holdings S.à r.l., respectively, representing together an aggregate contribution value of EUR11,439,507 (eleven million four hundred and thirty-nine thousand five hundred and seven Euro), and the contribution to the share premium account (compte 111 du plan comptable normalisé luxembourgeois en date du 10 juin 2009 - Prime

d'émission) of the Company in an aggregate amount of EUR11,399,537 (eleven million three hundred and ninety-nine thousand five hundred and thirty-seven Euro);

(3) Amendment of article 5.1 of the Company's articles of association in order to reflect the increase of the share capital of the Company contemplated under item (2) above;

(4) Amendment of the register of shares of the Company in order to reflect the above changes with power and authority granted to any manager of the Company and any lawyer or employee of Allen & Overy, société en commandite simple, each one of them acting individually with full power of substitution, to proceed in the name and on behalf of the Company to the registration of the newly issued 39,970 (thirty-nine thousand nine hundred and seventy) shares in registered form of the Company, with a nominal value of EUR1 (one Euro) each, in the register of shares of the Company and to see to any formalities required, necessary or useful in connection therewith; and

(5) Miscellaneous.

III. after due and careful consideration, the Shareholders have unanimously adopted the following resolutions:

First resolution

The entire share capital of the Company being present or duly and validly represented at the General Meeting, the General Meeting expressly waives any and all requirement which may be contained in the Articles or otherwise with respect to convening requirements, the Shareholders duly and validly represented at the General Meeting considering themselves as duly convened and declaring having perfect knowledge of the Agenda which was communicated to them in advance of the General Meeting.

Second resolution

The General Meeting resolves to increase the share capital of the Company by an aggregate amount of EUR39,970 (thirty-nine thousand nine hundred and seventy Euro) in order to bring such share capital from its current amount of EUR12,500 (twelve thousand five hundred Euro) up to a new amount of EUR52,470 (fifty-two thousand four hundred and seventy Euro) through the creation and issuance of 39,970 (thirty-nine thousand nine hundred and seventy) new shares in the Company, having a nominal value of EUR1 (one Euro) each (together referred to as the New Shares and each a New Share).

The General Meeting further resolves to acknowledge and approve the contribution of an aggregate amount of EUR11,399,537 (eleven million three hundred and ninety-nine thousand five hundred and thirty-seven Euro) to the credit of the share premium account (compte 111 du plan comptable normalise luxembourgeois en date du 10 juin 2009 - Prime d'émission) of the Company.

Subscription - Payment

The General Meeting accepts the subscription for the New Shares and their full payment as follows:

(i) WATKINS LP, represented as stated above, hereby expressly declares to (i) subscribe for 18,001 (eighteen thousand and one) New Shares and (ii) fully pay-up such New Shares through the completion of a contribution in kind consisting of 18,001 (eighteen thousand and one) shares (including, for the avoidance of doubt, a share premium in an amount of EUR5,133,914 (five million one hundred and thirty-three thousand nine hundred and fourteen Euro)) held in Watkins Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of EUR39,970 (thirty-nine thousand nine hundred and seventy Euro), and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under registration number B 163911 (Watkins Holdings), representing an aggregate contribution value of EUR5,151,915 (five million one hundred and fifty-one thousand nine hundred and fifteen Euro) (the WATKINS LP Contribution);

(ii) REDPIER LP, represented as stated above, hereby expressly declares to (i) subscribe for 8,775 (eight thousand seven hundred and seventy-five) New Shares and (ii) fully pay-up such New Shares through the completion of a contribution in kind consisting of 8,775 (eight thousand seven hundred and seventy-five) shares (including, for the avoidance of doubt, a share premium in an aggregate amount of EUR2,502,729 (two million five hundred and two thousand seven hundred and twenty-nine Euro)) held in Watkins Holdings, representing an aggregate contribution value of EUR2,511,504 (two million five hundred and eleven thousand five hundred and four Euro) (the REDPIER LP Contribution); and

(iii) NORTHSEA LP, represented as stated above, hereby expressly declares to (i) subscribe for 13,194 (thirteen thousand one hundred and ninety-four) New Shares and (ii) fully pay-up such New Shares through the completion of a contribution in kind consisting of 13,194 (thirteen thousand one hundred and ninety-four) shares (including, for the avoidance of doubt, a share premium in an aggregate amount of EUR3,762,894 (three million seven hundred and sixty-two thousand eight hundred and ninety-four Euro)) held in Watkins Holdings, representing an aggregate contribution value of EUR3,776,088 (three million seven hundred and seventy-six thousand and eighty-eight Euro) (the NORTHSEA LP Contribution, and together with the Watkins LP Contribution and the Redpier LP Contribution referred to as the Contributions).

The Contributions represent together all of the issued and outstanding shares of Watkins Holdings, represented by 39,970 (thirty-nine thousand nine hundred and seventy) ordinary shares, having a nominal value of EUR1 (one Euro) each,

and to which attaches a share premium in an aggregate amount of EUR11,399,537 (eleven million three hundred and ninety-nine thousand five hundred and thirty-seven Euro), representing 100% of the share capital and voting rights in Watkins Holdings (the Contributed Shares).

The Contributions, which corresponds to an aggregate contribution value of EUR11,439,507 (eleven million four hundred and thirty-nine thousand five hundred and seven Euro) shall be contributed to the benefit of the Company and allocated as follows:

(i) an amount of EUR39,970 (thirty-nine thousand nine hundred and seventy Euro) shall be allocated to the share capital account (compte 101 du plan comptable normalisé luxembourgeois en date du 10 juin 2009 - Capital souscrit) of the Company; and

(ii) an amount of EUR11,399,537 (eleven million three hundred ninety-nine thousand five hundred and thirty-seven Euro) shall be allocated to the share premium account (compte 11 du plan comptable normalisé luxembourgeois en date du 10 juin 2009 - Primes d'émission) of the Company.

The aggregate contribution value and the free transferability of the Contributed Shares contributed by the Shareholders to the Company are supported by a certificate of free transferability, contribution, allocation and valuation issued by the Shareholders and acknowledged by Watkins Holdings and the Company (the Certificate), which confirms inter alia that the aggregate contribution value of the Contributed Shares amounts to EUR11,439,507 (eleven million four hundred and thirty-nine thousand five hundred and seven Euro), and that the legal and beneficial ownership of the Contributed Shares may be freely transferred by the Shareholders to the benefit of the Company.

A copy of the Certificate, after having been signed *in varietur* by the proxyholder acting in the name and on behalf of the Shareholders, and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be registered along with the same.

On the basis of the Certificate, the undersigned notary witnesses the full payment of the subscription price in relation to the issuance of the New Shares, so that the same are therefore fully paid-up further to the completion of the Contributions.

The General Meeting therefore expressly resolves to issue and hereby issues to the Shareholders 39,970 (thirty-nine thousand nine hundred and seventy) shares in the Company, with a nominal value EUR1 (one Euro) each, in their capacity as shareholders of the Company and subscribers for the New Shares, and to allocate an amount of EUR11,399,537 (eleven million three hundred and ninety-nine thousand five hundred and thirty-seven Euro) to the share premium account (compte 111 du plan comptable normalisé luxembourgeois en date du 10 juin 2009 - Prime d'émission) of the Company.

As a consequence of the above, all the New Shares, representing an aggregate amount of EUR39,970 (thirty-nine thousand nine hundred and seventy Euro) in nominal, have been fully paid up by the Shareholders to the Company through the completion of the Contributions, as stated above.

As a result of the completion of the increase of the share capital of the Company, as outlined above, the General Meeting expressly acknowledges that the share capital of the Company, which now amounts to the aggregate amount of EUR52,470 (fifty-two thousand four hundred and seventy Euro), is held by the Shareholders in the proportion as set out below:

SHAREHOLDERS	NUMBER OF SHARES HELD BY THE SHAREHOLDERS
WATKINS LP	23,615
REDPIER LP	11,534
NORTHSEA LP	17,321
TOTAL OF SHARES	<hr/> 52,470

Third resolution

The General Meeting resolves to amend article 5.1 of the Articles in order to reflect the increase of the share capital of the Company referred to above and which shall now read as follows:

“The share capital of the Company is set at fifty-two thousand four hundred and seventy Euro (EUR 52,470.-), divided into fifty-two thousand four hundred and seventy (52,470) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (the “Shares”). In these Articles, “Shareholders” means the holders at the relevant time of the Shares and “Shareholder” shall be construed accordingly.”

Fourth resolution

The General Meeting resolves to amend the register of shares of the Company in order to reflect the above changes and hereby empowers and authorises any manager of the Company, or any lawyer or employee of Allen & Overy, société en commandite simple, each one of them acting individually with full power of substitution under their sole signature, to proceed in the name and on behalf of the Company to the registration in the register of shares of the Company, including, for the avoidance of doubt, the signature of said register, of the issuance of the New Shares, as outlined above, to see to

any formalities in connection with the issuance of the New Shares with the Register and to the relevant publication in the Official Gazette and more generally to accomplish any and all formalities which may be required, necessary, and/or simply useful in connection with and for the purpose of the implementation of the above resolutions.

Estimate of costs

The amount of expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed is estimated to be approximately five thousand three hundred Euro (EUR 5.300.-).

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the Shareholders, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the proxyholder of the Shareholders, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the Shareholders which is known by the undersigned notary by his surname, name, civil status and residence, the proxyholder of the Shareholders signed together with us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède.

L'an deux mille quatorze, le trois décembre,

Par devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire des associés de European Wind Energy S.à r.l. (l'Assemblée Générale), une société à responsabilité limitée constituée et régie par les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg) (respectivement le Registre et la Société).

La Société a été constituée en date du 26 novembre 2014 par un acte du notaire instrumentaire, non encore publié au Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial). Les statuts (les Statuts) n'ont jamais été modifiés.

ONT COMPARU:

(1) WATKINS LP, une limited partnership constituée et régie par les lois écossaises, ayant son siège social au 50, Lothian Road, Festival Square, EH3 9WJ Edimbourg, Royaume-Uni et enregistrée auprès du Companies House du Royaume-Uni (le Companies House) sous le numéro SL9336 (WATKINS LP), détentrice de 5.614 (cinq mille six cent quatorze) parts sociales de la Société,

dûment et valablement représentée par Pol Theisen, avocat, ayant son adresse professionnelle au 33, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

(2) REDPIER LP, une limited partnership constituée et régie par les lois écossaises, ayant son siège social au 50, Lothian Road, Festival Square, EH3 9WJ Edimbourg, Royaume-Uni et enregistrée auprès du Companies House sous le numéro SL9335 (REDPIER LP), détentrice de 2.759 (deux mille sept cent cinquante-neuf) parts sociales de la Société,

dûment et valablement représentée par Pol Theisen, avocat, ayant son adresse professionnelle au 33, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé; et

(3) NORTHSEA LP, une limited partnership constituée et régie par les lois écossaises, ayant son siège social au 50, Lothian Road, Festival Square, EH3 9WJ Edimbourg, Royaume-Uni et enregistrée auprès du Companies House sous le numéro SL9334 (NORTHSEA LP), détentrice de 4.127 (quatre mille cent vingt-sept) parts sociales de la Société,

dûment et valablement représentée par Pol Theisen, avocat, ayant son adresse professionnelle au 33, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, (individuellement un Associé et collectivement les Associés).

Lesdites procurations, après avoir été signées ne varient par le mandataire agissant pour le compte des Associés et le notaire instrumentaire, resteront annexées au présent acte afin d'être enregistrées avec lui auprès des autorités compétentes.

Les Associés, dûment et valablement représentés comme décrit ci-dessus, ont demandé au notaire instrumentaire d'acter que:

I. La totalité des 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales ordinaires de la Société, ayant une valeur nominale de 1 EUR (un euro) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société fixé à 12.500 EUR (douze mille cinq cents euros) sont présentes et dûment et valablement représentées à l'Assemblée Générale, de sorte que l'Assemblée Générale est dûment, valablement et légalement constituée et peut valablement statuer sur les points composant l'Ordre du Jour (tel que défini ci-dessous);

II. Les Associés ont été convoqués afin de statuer sur les points contenus dans l'ordre du jour reproduit ci-dessous (l'Ordre du Jour):

(1) Renonciation aux formalités de convocation;

(2) Augmentation du capital social de la Société d'un montant total de 39.970 EUR (trente-neuf mille neuf cent soixante-dix euros) de façon à porter le capital social de son montant actuel de 12.500 EUR (douze mille cinq cents euros) à un nouveau montant de 52.470 EUR (cinquante-deux mille quatre cent soixante-dix euros) par la création et l'émission de 39.970 (trente-neuf mille neuf cent soixante-dix) nouvelles parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de 1 EUR (un euro) chacune, qui seront souscrites, et entièrement libérées par les associés de la Société en contrepartie d'un apport en nature constitué de (i) 18.001 (dix-huit mille une) parts sociales détenues par WATKINS LP dans Watkins Holdings S.à r.l., (ii) 8.775 (huit mille sept cent soixante-quinze) parts sociales détenues par REDPIER LP dans Watkins Holdings S.à r.l., et (iii) 13.194 (treize mille cent quatre-vingt-quatorze) parts sociales détenues par NORTHSEA LP dans Watkins Holdings S.à r.l., respectivement, représentant un apport d'une valeur totale de 11.439.507 EUR (onze millions quatre cent trente-neuf mille cinq cent sept euros), et l'apport au compte de prime d'émission (compte 111 du plan comptable normalisé luxembourgeois en date du 10 juin 2009 - Prime d'émission) de la Société d'un montant total de 11.399.357 EUR (onze millions trois cent quatre-vingt-dix-neuf mille trois cent cinquante-sept euros);

(3) Modification de l'article 5.1 des statuts de la Société de façon à y refléter l'augmentation de capital de la Société reprise sous le point (2) ci-dessus;

(4) Modification du registre des parts social de la Société de façon à refléter les changements repris ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société et à tout avocat ou employé de Allen & Overy, société en commandite simple, chacun agissant individuellement avec pouvoir de substitution, de procéder au nom et pour le compte de la Société à l'enregistrement des 39.970 (trente-neuf mille neuf cent soixante-dix) parts sociales de la Société nouvellement émises ayant une valeur nominale de 1 EUR (un euro) chacune, dans le registre des parts sociales de la Société et de pourvoir à toutes les formalités, requises, nécessaires ou utiles en rapport avec ladite modification; et

(5) Divers.

III. Après réflexion, les Associés ont adopté à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

La totalité du capital social de la Société étant présent ou dûment représentée à l'Assemblée Générale, l'Assemblée Générale renonce expressément à toute formalité de convocation qui pourrait être contenue dans les Statuts ou autrement par rapport aux formalités de convocation, les Associés présents ou valablement représentés à l'Assemblée Générale se considérant comme dûment convoqués et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'Ordre du Jour qui leur a été communiqué avant l'Assemblée Générale.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant total de 39.970 EUR (trente-neuf mille neuf cent soixante-dix euros) de façon à porter ce capital social de son montant actuel de 12.500 (douze mille cinq cents euros) à un nouveau montant de 52.470 EUR (cinquante-deux mille quatre cents soixante-dix euros) par la création et l'émission de 39.970 (trente-neuf mille neuf cent soixante-dix) nouvelles parts sociales de la Société, ayant chacune une valeur nominale de 1 EUR (un euro) chacune (ensemble les Nouvelles Parts Sociales et individuellement une Nouvelle Part Sociale).

De plus, l'Assemblée Générale décide d'acter et d'approuver l'apport d'un montant total de 11.399.537 EUR (onze millions trois cent quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cent trente-sept euros) au crédit du compte de prime d'émission (compte 111 du plan comptable normalisé luxembourgeois en date du 10 juin 2009 - Prime d'émission) de la Société.

Souscription - Payement

L'Assemblée Générale accepte la souscription des Nouvelles Parts Sociales et leur libération totale comme suit:

(i) WATKINS LP, tel que représenté ci-dessus, déclare expressément (i) souscrire 18.001 (dix-huit mille une) Nouvelles Parts Sociales et (ii) libérer ces Nouvelles Parts Sociales par un apport en nature constitué de 18.001 (dix-huit mille une) parts sociales (incluant, afin d'éviter tout doute, une prime d'émission d'un montant de 5.133.914 EUR (cinq millions cent trente-trois mille neuf cent quatorze euros) détenues dans Watkins Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie par les lois du Grand-duché du Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, ayant un capital social de 39.970 EUR (trente-neuf mille neuf cent soixante-dix euros), et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B163911 (Watkins Holdings), représentant un apport d'une valeur totale de 5.151.915 (cinq millions cent cinquante et un mille neuf cent quinze euros) (l'Apport WATKINS LP);

(ii) REDPIER LP, tel que représenté ci-dessus, déclare expressément (i) souscrire 8.775 (huit mille sept cent soixante-quinze) Nouvelles Parts Sociales et (ii) libérer ces Nouvelles Parts Sociales par un apport en nature constitué de 8.775 (huit mille sept cent soixante-quinze) parts sociales (incluant, afin d'éviter tout doute, une prime d'émission d'un montant de 2.502.729 EUR (deux millions cinq cent deux mille sept cent vingt-neuf euros) détenues dans Watkins Holdings, représentant un apport d'une valeur totale de 2.511.504 EUR (deux millions cinq cent onze mille cinq cent quatre euros) (l'Apport REDPIER LP); et

(iii) NORTHSEA LP, tel que représenté ci-dessus, déclare expressément (i) souscrire 13.194 (treize mille cent quatre-vingt-quatorze) Nouvelles Parts Sociales et (ii) libérer ces Nouvelles Parts Sociales par un apport en nature constitué de

13.194 (treize mille cent quatre-vingt-quatorze) parts sociales (incluant, afin d'éviter tout doute, une prime d'émission d'un montant de 3.762.894 EUR (trois millions sept cent soixante-deux mille huit cent quatre-vingt-quatorze euros) détenues dans Watkins Holdings, représentant un apport d'une valeur totale de 3.776.088 EUR (trois millions sept cent soixante-seize mille quatre-vingt-huit euros) (l'Apport NORTHSEA LP, et ensemble avec l'Apport WATKINS LP et l'Apport REDPIER LP défini comme les Apports).

Les Apports représentent ensemble la totalité des parts sociales émises de Watkins Holdings, représentée par 39.970 (trente-neuf mille neuf cent soixante-dix) parts sociales ordinaires, ayant une valeur nominale de 1 EUR (un euro) chacune, et auxquelles est attachée une prime d'émission d'un montant total de 11.399.537 EUR (onze millions trois cent quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cent trente-sept euros), représentant 100% du capital social et des droits de vote de Watkins Holdings (les Parts Sociales Apportées).

Les Apports ayant une valeur d'apport totale de 11.439.507 EUR (onze millions quatre cent trente-neuf mille cinq cent sept euros) seront inscrits au bénéfice de la Société et alloués comme suit:

(i) un montant de 39.970 EUR (trente-neuf mille neuf cent soixante-dix euros) sera alloué au compte de capital social (compte 101 du plan comptable normalisé luxembourgeois en date du 10 juin 2009 - Capital souscrit) de la Société; et

(ii) un montant de 11.399.537 EUR (onze millions trois cent quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cent trente-sept euros) sera alloué au compte de prime d'émission (compte 11 du plan comptable normalisé luxembourgeois en date du 10 juin 2009 - Primes d'émission) de la Société.

La valeur totale de l'apport et la libre transférabilité des Parts Sociales Apportées apporté par les Associés de la Société sont documentés par un certificat de transférabilité, apport, allocation et évaluation émis par les Associés et confirmé par Watkins Holdings et la Société (le Certificat), qui confirme inter alia que la valeur totale des Parts Sociales Apportées s'élève à 11.439.507 EUR (onze millions quatre cent trente-neuf mille cinq cent sept euros), et que la propriété légale des Parts Sociales Apportées peut être librement transférée par les Associés au bénéfice de la Société.

Une copie du Certificat, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant pour le compte des Associés, et le notaire instrumentaire, restera annexe au présent acte aux fins d'enregistrement.

Sur base du Certificat, le notaire instrumentaire témoigne du paiement total du prix de souscription concernant l'émission des Nouvelles Parts Sociales, de sorte que celles-ci soient dès lors entièrement libérées suite à la réalisation des Apports.

Dès lors, l'Assemblée Générale décide d'émettre et partant émet aux Associés 39.970 (trente-neuf mille neuf cent soixante-dix) parts sociales de la Société, ayant une valeur nominale de 1 EUR (un euro) chacune, en leur capacité d'associés de la Société et souscripteurs des Nouvelles Parts Sociales, et d'allouer un montant de 11.399.537 EUR (onze million trois cent quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cent trente-sept euros) au compte de prime d'émission (compte 111 du plan comptable normalisé luxembourgeois en date du 10 juin 2009 - Prime d'émission) de la Société.

En conséquence de ce qui précède, toutes les Nouvelles Parts Sociales, représentant un montant total de 39.970 EUR (trente-neuf mille neuf cent soixante-dix euros), ont été entièrement payées par les Associés de la Société par la réalisation des Apports, tels que décrits ci-dessus.

Il résulte de la réalisation de l'augmentation du capital social de la Société, telle que décrite ci-dessus, que l'Assemblée Générale prend expressément acte que le capital social de la Société, à présent fixé à un montant total de 52.470 EUR (cinquante-deux mille quatre cent soixante-dix euros), est détenu par les Associés comme suit:

ASSOCIES	NOMBRE DE PARTS SOCIALES DETENU PAR LES ASSOCIES
WATKINS LP	23.615
REDPIER LP	11.534
NORTHSEA LP	17.321
TOTAL DES PARTS SOCIALES	<u>52.470</u>

Troisième résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier l'article 5.1 des Statuts de façon à y refléter l'augmentation du capital social de la Société repris ci-dessus, afin de lui donner la teneur suivante:

“Le capital social de la Société est fixé à cinquante-deux mille quatre cent soixante-dix euros (52.470 EUR), divisé en cinquante-deux mille quatre cent soixante-dix (52.470) parts sociales ayant une valeur nominale de un euro (1 EUR) chacune (les «Parts Sociales»). Dans les présents Statuts «Associés» désigne les détenteurs de Parts Sociales à un moment donné et «Associé» se comprend de la même façon.”

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier le registre de parts sociales de la Société de façon à y refléter les changements repris ci-dessus et autorise tout gérant de la Société ainsi que tout avocat ou employé de Allen & Overy, société en

commandite simple, chacun agissant individuellement avec pouvoir de substitution sous leur seule signature, de procéder au nom et pour le compte de la Société à l'enregistrement des Nouvelles Parts Sociales dans le registre des parts sociales de la Société, incluant, pour éviter tout doute, la signature dudit registre, l'émission des Nouvelles Parts Sociales, telle que définie ci-dessus, et de pourvoir à toutes les formalités en relation avec l'émission des Nouvelles Parts Sociales auprès du Registre et à la publication dans le Mémorial et plus généralement d'accomplir toutes les formalités qui seraient requises, nécessaire, et/ou simplement utile en rapport avec la mise en oeuvre des résolutions ci-dessus.

Estimation des coûts

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte, sont estimés approximativement à cinq mille trois cents Euros (5.300.-EUR).

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, déclare que le mandataire des Associés l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française; à la requête du mandataire des Associés, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, passé, date des présentes, au Grand-Duché du Luxembourg.

Après lecture faite au mandataire des Associés qui est connue du notaire instrumentaire par ses noms, prénoms, qualité et résidence, le mandataire des Associés a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: P. Theisen et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 12 décembre 2014. Relation: LAC/2014/59835. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Référence de publication: 2014205501/365.

(140230802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

European Growth Mezzanine S.C.S., Société en Commandite simple.

Capital social: EUR 100,00.

Siège social: L-5414 Canach, 30, rue de la Fontaine.

R.C.S. Luxembourg B 192.343.

Cette version remplace la deuxième Version L140221555

In the year two thousand and fourteen, on the 11th day of September.

The following persons have been brought together in Luxembourg:

There appeared:

1) Eagle Capital S.à r.l., a private limited liability company («société à responsabilité limitée») incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 197, rue Metzlerlach, L-4441 Soleuvre, registered with the Trade and Companies Register under number B 189.989;

2) European Growth Capital S.à r.l., a private limited liability company («société à responsabilité limitée») Incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 30, rue de la Fontaine, L-5414 Canach, registered with the Trade and Companies Register under number B 189.994;

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. There is hereby established between European Growth Capital S.à r.l., a private limited liability company («société à responsabilité limitée»), acting as unlimited partner or general partner («associé commandité») and as manager of the Partnership (the "General Partner") or the «Manager») and the company Eagle Capital S.à r.l., a private limited liability company («société à responsabilité limitée»), acting as limited partner of the Partnership («associé commanditaire») (the «Limited Partner») and all those persons or entities who may become unlimited or limited partners of the Partnership in the future, a limited partnership («société en commandite simple») governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, and in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, (the «Law») and by the present articles of association.

Art. 2. The Partnership's name is «European Growth Mezzanine S.C.S.».

Art. 3. The purpose of the limited partnership is to borrow in any form and proceed to the issuance of bonds and debentures. It is also authorized to grant to the other companies any support, loans, advances or guarantees.

The Partnership may further carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in whatever form in any enterprise or any private partnership, as well as to the administration, the management, the control and the development of these participating interests.

It may in particular use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any debt instruments including profit participation rights, securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, securities and patents, realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, and have developed these securities and patents.

In general, the Partnership may also undertake any commercial, industrial and financial transactions, whether of movable or immovable character, which it may deem useful in the accomplishment of its purpose.

Art. 4. The Partnership has its registered office in the municipality of Lenningen. It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a decision of a general meeting of partners.

In the event that in the view of the Manager extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Partnership at its registered office or with the case of communications with such office or between such office and persons abroad, the Partnership may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Partnership, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a Partnership governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by one of the bodies or persons entrusted with the daily management of the Partnership.

Art. 5. The Partnership is formed for an unlimited period of time.

The Partnership shall not come to an end in the event of the occurrence of death, resignation, dissolution or bankruptcy or insolvency of the Manager.

The general meeting of partners may appoint an interim manager, who may or may not be a partner.

The interim manager shall adopt urgent measures and those of ordinary administration until the holding of a general meeting of partners, which has to resolve on the continuation or discontinuation of the Partnership and in case of a decision to continue the Partnership's activities, the designation of a replacement of the Manager. The interim manager shall, within fifteen days of its appointment, convene a general meeting of partners in accordance with the procedures laid down in the articles of association. The interim manager shall be liable only for the performance of his mandate.

The Partnership shall come to an end in the event of the occurrence of death, resignation, dissolution or bankruptcy or insolvency of the Limited Partner

Capital - Units

Art. 6. The Partnership's capital is set at one hundred Euro (EUR 100.-), divided into two (2) classes of partnership units comprising

- ninety-nine (99) unlimited partnership unit („parts commanditée“) and
 - one (1) limited partnership („units parts commanditaires“),
- with a par value of one Euro (EUR 1) each.

The newly defined partnership units of the Partnership are allocated as follows:

1. The company European Growth Capital S.à r.l., prenamed, ninety-nine (99) unlimited partnership unit.
2. The company Eagle Capital S.à r.l., prenamed, one (1) unlimited partnership units.

Each class of partnership unit entitles to the same rights and privileges, save where otherwise provided by the Law or the present articles of association.

Art. 7. The limited units are freely transferable among the Limited Partners. They may only be transferred to a non-partner or an Unlimited Partner with the consent of a majority of the partners representing half (1/2) of the corporate capital.

The unlimited units may only be transferred to partners with the consent of all the Unlimited Partners and a majority of the partners representing three quarters (3/4) of the corporate capital.

No transfer is permissible if such transfer resulted in the Partnership not at least having one limited and one unlimited partner, who are separate legal persons or entities.

The transfer of unlimited units to a non-partner or third person may only be made with the consent of all the Unlimited and Limited Partners and after the units have been proposed to them.

Any other transfer has to comply with section III of the Law.

Art. 8. There will be held at the registered office a register of partnership units, which may be inspected by each partner.

No certificates representing partnership units may be issued.

The partnership units are indivisible with regard to the Partnership, which admit only one (1) legal owner for each of them.

Management

Art. 9. The Partnership shall be managed exclusively by the General Partner (“Manager”) who is vested with the broadest power’s to perform all acts of administration and disposition necessary or useful for accomplishing the Partnership’s purpose.

Art. 10. The Partnership will be bound by the single signature of the General Partner („Manager“), acting through his organs or delegates.

Art. 11. The Manager is liable for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Partnership.

However, the Manager is not bound to reimburse the Limited Partners for the paid in amounts on the Limited partnership units.

The Limited Partners have no liability other than for amounts net paid up on their limited partnership units.

Art. 12. The Limited Partners shall take no part in the management or control or the business affairs of the Partnership, and shall have no right or authority to act for the Partnership or to take any part in or in any way to interfere in the management of the Partnership or to vote on matters relating to the Partnership, other than those mentioned in the present articles.

Meetings of Partners

Art. 13. The annual general meeting of partners shall be held in Luxembourg at the date and time as may be specified in the notice of meetings.

Other meetings of partners may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meetings.

Art. 14. The general meetings of partners may be convened by the Manager by way of a registered letter setting the agenda of the meeting sent by registered letter to the address of the limited partners.

If all the partners are present or represented at a meeting of partners and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Any partner can take part in any general meeting by appointing in writing, by mail or by fax another person as proxy.

Save where otherwise provided in these articles of association, resolutions are validly adopted when taken by partners representing more than half (1/2) of the capital.

However, resolutions concerning an amendment of the articles of association may only be taken with the consent of all the Unlimited Partners and a majority of the partners representing three quarters (3/4) of the corporate capital.

Financial year-Annual accounts

Art. 15. The Partnership’s financial year begins on January 1st of each year and shall terminate on December 31st of the same year.

Art. 16. Each year, the Manager will draw up the balance sheet, as of the 31st December, which will contain a record of the properties of the Partnership and the profit and loss account, as also an appendix according to the prescriptions of the law in force.

The annual accounts drawn up by the Manager may be submitted to an external auditor appointed by a general meeting of partners. The annual accounts, together with the report of the General Partner and or the external auditor if any, are submitted to the annual general meeting of partners.

Art. 17. Each partner may inspect at the registered office of the Partnership the inventory, the balance sheet and the profit and loss account.

The Limited Partner shall be entitled at any time personally or by its agent

(a) to obtain Partnerships financial statements in the form customarily prepared,

(b) to inspect the books of the Partnership and examine the state and prospects of the Partnership’s business and

(c) to consult the General Partner thereon and on any aspect of the Partnership, its business, the Partnership’s assets or the tax or fiscal circumstances of the Partnership.

Art. 18. The net result of the Partnership shown in its annual accounts, be it a profit or a loss, will be automatically booked in the profit and loss accounts of the partners on a prorata basis of their participation in the Partnership.

The net profit will be distributed among the partners, unless the general meeting of the partners decides that the profit be either carried forward or transferred to a reserve.

The Manager may pay out an advance payment on dividends provided interim accounts have been prepared by the Manager no earlier than one month prior to such advance payment confirming that as a result of such distribution the value of the net assets of the Partnership will not fall below the issued capital increased by the amount of any reserves out of which no distributions may be made. The next annual general meeting of partners shall confirm such payment of

interim dividends. If any interim dividends exceed the amount of dividends that the partners wish to distribute for a given year, the excess amount of interim dividends shall be considered as paid on account of the dividend distribution of the following year.

Dissolution - Liquidation

Art. 19. In the event of a dissolution of the Partnership, resolved by a general meeting of the partners at the same majority requirements applying to an amendment of the articles of association, the liquidation will be carried out by the General Partner.

When the liquidation of the Partnership is closed, the assets of the Partnership will be attributed to the partners, in due proportion to their respective shareholdings.

Art. 20. For all matters not provided for in the present articles of incorporation, the partners refer to the Law and any other applicable laws.

Transitory Provision

The first financial period, which starts on the day of incorporation of the Partnership and ends on December 31st, 2015.

Payment

All of the one hundred (100) units have been fully paid in by the subscribers prenamed so that the amount of one hundred Euro (EUR 100.-) is at the free disposal of the Partnership, as certified to the persons attending.

Evidence of the payment of the amount of one hundred Euro (EUR 100.-) has been proved to the undersigned notary, who expressly bears witness to it.

Resolutions

Immediately after the incorporation of the Partnership, the partners, represented as here above stated, representing the entire partnership capital took by unanimous vote the following resolutions:

The registered office of the Company is set at L-5414 Canach, 30, rue de la Fontaine.

Declaration

The appearing parties, represented as above mentioned, declare herewith that the present articles are worded in English followed by a German version and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present articles were drawn up in Canach, on the day named at the beginning of this document

Folgt die Deutsche Übersetzung des Vorhergehendes Textes:

Im Jahre zweitausendvierzehn, den 11. Tag im September.

Die folgenden Personen haben sich in Luxemburg versammelt

1) Eagle Capital S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung («société à responsabilité limitée») gegründet nach den Gesetzen Luxemburgs, mit eingetragenem Gesellschaftssitz in 197, rue Metzlerlach, L-4441 Soleuvre, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter Nummer B189.989;

2) European Growth Capital S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung («société à responsabilité limitée») gegründet nach den Gesetzen Luxemburgs, mit eingetragenem Gesellschaftssitz in L-5414 Canach, 30, rue de la Fontaine, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter Nummer B189.994;

Die Komplementen sind hier vertreten durch *, Angestellte, beruflich ansässig in Junglinster, aufgrund einer ihr erteilten Vollmacht unter Privatschrift.

Vorerwähnte Vollmacht, durch den Bevollmächtigten und den amtierenden Notar „ne varietur“ unterschrieben, bleibt gegenwärtiger Urkunde beigelegt um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche Komplementen, namens handelnd wie hiervor erwähnt, den amtierenden Notar ersuchen die Satzung einer Kommanditgesellschaft ("société en commandite simple"), welche sie hiermit gründen, zu beurkunden wie folgt:

Name - Gesellschafterzweck - Gesellschaftssitz - Dauer

Art. 1. Hiermit wird zwischen European Growth Capital S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung ("société à responsabilité limitée"), handelnd als Komplementär („associé commandité“) und Manager der Kommanditgesellschaft (der "Komplementär" oder der "Manager") und der Gesellschaft Eagle Capital S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung ("société à responsabilité limitée"), handelnd als Kommanditist ("associé commanditaire") (der "Kommanditist“) und zwischen all denen Personen oder Rechtsträgern, welche zukünftig Komplementär oder Kommanditist sein werden, eine Kommanditgesellschaft ("société en commandite simple"), die dem Luxemburger Recht und insbesondere dem Gesetz vom 19. August 1915 über Handelsgesellschaften, wie abgeändert, (das "Gesetz") unterliegt.

Art. 2. Der Name der Kommanditgesellschaft lautet European Growth Mezzanine S.C.S.

Art. 3. Zweck der Kommanditgesellschaft ist Darlehen in jeder Form aufnehmen und Anleihen und Schuldverschreibungen und Bescheinigungen auszugeben. Sie kann weiterhin Gesellschaften, Unterstützung jeglicher Art, Darlehen, Vorschüsse, gewähren.

Die Kommanditgesellschaft kann ferner alle Geschäftsvorgänge, welche unmittelbar oder mittelbar die Erwerb von Beteiligungsinteressen jedweder Form in jedem Unternehmen, privaten Partnerschaften zusammenhangen sowie die Verwaltung, das Management, die Kontrolle und die Entwicklung dieser Beteiligungsinteressen betreffen, vornehmen.

Die Kommanditgesellschaft kann insbesondere Ihre Mittel zur Errichtung, Management, Entwicklung und zur Veräusserung eines Portfolios nutzen, welches in jedweder Schuldverschreibung, Obligation einschliesslich Gewinnbeteiligungsrechte, Genussrechte, Sicherheiten, Patente jedweden Ursprungs, Beteiligung in der Gründung, der Entwicklung und Kontrolle eines jeden Unternehmens, des Erwerbs durch Einlagen, Zeichnungen, Emissionsgeschäften oder durch Kaufoption oder in sämtlicher sonstiger Form, der Wertung von Sicherheiten und Patenten durch Verkauf, Übertragung, Tausch oder in sonstiger Weise sowie dem Besitz von Sicherheiten und Patenten besteht.

Allgemein kann die Kommanditgesellschaft jede kaufmännische, industrielle und finanzielle Handlung unternehmen, sei es beweglicher oder unbeweglicher Natur, welche sie für die Erfüllung ihres Gesellschaftszwecks für nötig erachtet, vornehmen.

Art. 4. Der Sitz der Kommanditgesellschaft ist in der Gemeinde Lenningen. Er kann an irgendeinen Ort innerhalb des Grossherzogtums Luxemburg durch Beschluss der Gesellschafterversammlung verlegt werden.

Sollten sich aus Sicht des Managers aussergewöhnliche Entwicklungen politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art zugetragen haben oder imminenz werden, die die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland, wie durch die Geschäftsführung bestimmt, gefährden, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend, bis zur Beendigung dieser anormalen Zustände, ins Ausland verlegt werden. Solche vorübergehenden Massnahmen beeinflussen in keiner Weise die Nationalität der Gesellschaft, welche ungeachtet der vorübergehenden Verlegung des Gesellschaftssitzes, eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Diese vorübergehenden Massnahmen werden von den Organen oder Personen, die mit der täglichen Geschäftsführung der Kommanditgesellschaft betraut sind, getroffen und jeder betroffenen Partei mitgeteilt.

Art. 5. Die Kommanditgesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

Das Bestehen der Kommanditgesellschaft wird im Todesfalle, durch Austritt, Auflösung oder Bankrott oder Insolvenz des Managers nicht beeinflusst.

Die Hauptversammlung der Gesellschafter kann einen vorläufigen Manager, der nicht Gesellschafter sein muss, ernennen.

Der vorläufige Manager hat dringende Massnahmen und solche der gewöhnlichen Verwaltung bis zur Abhaltung einer Hauptversammlung der Gesellschafter vorzunehmen, welche über die Fortführung oder Beendigung der Kommanditgesellschaft entscheidet und im Falle der Fortführung der Aktivitäten der Kommanditgesellschaft, den ersetzenden Manager festlegt. Der vorläufige Manager hat Innerhalb von fünfzehn Tagen ab Ernennung, eine Hauptversammlung von Gesellschaftern gemäss dem in den nachfolgenden Artikeln der Satzung festgelegten Verfahren einzuberufen. Der vorläufige Manager ist für die Erfüllung seines Mandates haftbar.

Die Kommanditgesellschaft wird durch den Tod, den Austritt, der Auflösung oder des Bankrotts oder der Insolvenz des Kommanditisten beendet.

Gesellschaftskapital und Geschäftsanteile

Art. 6. Das Kapital der Kommanditgesellschaft beträgt einhundert Euro (EUR 100,-), eingeteilt in zwei (2) Anteilklassen bestehend aus:

- neunundneunzig (99) Komplementäranteil („parts commanditée“) und
- eine (1) Kommanditistenanteilen („parts commanditaires“), mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-).

Die neu definierten Anteile der Kommanditgesellschaft werden wie folgt zugeteilt:

1. Der Gesellschaft European Growth Capital S.à r.l., wie vorbenannt, neunundneunzig (99) Komplementäranteile;
2. Der Gesellschaft Eagle Capital S.à r.l., wie vorbenannt, eine (1) Kommanditistenanteile.

Jede Anteilklasse berechtigt zu denselben Rechten und Privilegien, ausser in den von vorliegender Satzung vorgesehenen Fällen.

Art. 7. Die Kommanditistenanteile sind zwischen den Kommanditisten frei übertragbar. Sie können nur mit Zustimmung einer Mehrheit von Gesellschaftern die mindestens die Hälfte (1/2) des Gesellschaftskapitals repräsentieren an Nichtgesellschafter oder an Komplementäre übertragen werden.

Komplementäranteile können nur an Gesellschafter und nur mit Zustimmung aller Komplementäre und einer Mehrheit von Gesellschaftern die mindestens drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals repräsentieren übertragen werden.

Eine Übertragung von Geschäftsanteilen ist nicht möglich, soweit diese dazu führt, dass die Kommanditgesellschaft nicht wenigstens über einen Komplementär und einen Kommanditisten verfügt, welche unterschiedliche juristische Personen oder Rechtspersonen sind.

Die Übertragung einer von Komplementäranteilen an Nicht-Gesellschafter ist ausschliesslich unter Zustimmung aller Komplementäre und Kommanditisten nach vorherigem Angebot zur Übernahme der Anteile an diese möglich.

Jede andere Übertragung von Anteilen muss im Einklang mit Sektion III des Gesetzes erfolgen.

Art. 8. Am eingetragenen Sitz der Kommanditgesellschaft wird ein Anteilsregister geführt werden, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Anteilszertifikate werden nicht ausgestellt.

Die Anteile der Kommanditgesellschaft sind nicht teilbar. Die Kommanditgesellschaft erkennt ausschliesslich einen Inhaber pro Anteil an.

Management

Art. 9. Die Kommanditgesellschaft wird ausschliesslich durch den Komplementär (Manager) geleitet, welcher diesbezüglich oder die weitestgehenden Befugnisse verfügt, jegliche Verwaltungs- und Verfügungshandlung vorzunehmen, welche im Hinblick auf den Gesellschaftszweck als notwendig oder hilfreich erscheint.

Art. 10. Die Kommanditgesellschaft wird durch die Alleinunterschrift des alleinigen Managers, handelnd durch seine Organe oder Bevollmächtigten, verpflichtet.

Art. 11. Der Manager ist für sämtliche Verbindlichkeiten, die durch die Aktiva der Kommanditgesellschaft nicht gedeckt sind, haftbar.

Der Manager ist jedoch nicht verpflichtet, den Kommanditisten für die in Kommanditistenanteile investierten Gelder zurückzuerstatten.

Die Kommanditisten haften ausschliesslich in Höhe der Kommanditistenanteile.

Art. 12. Die Kommanditisten werden am Management oder der Kontrolle oder an Geschäftsangelegenheiten der Kommanditgesellschaft nicht beteiligt und haben kein Recht oder Befugnis im Namen der Kommanditgesellschaft zu handeln, am Management der Kommanditgesellschaft teilzunehmen oder in sonstiger Weise Einfluss zu nehmen oder in anderen Angelegenheiten als denjenigen die in dieser Satzung aufgeführt sind, abzustimmen.

Gesellschafterversammlung

Art. 13. Die jährliche Hauptversammlung der Gesellschafter wird in Luxemburg am denjenigen Datum und zu derjenigen Zeit abgehalten, welche in der Einberufungsmitteilung der Versammlung genannt werden.

Anderweitige Gesellschafterversammlungen können jederzeit an demjenigen Ort und zur derjenigen Zeit abgehalten werden, welche in der Einberufungsmitteilung der Versammlung genannt werden.

Art. 14. Die Gesellschafterversammlung kommt auf Einberufung durch den Manager in Form eines Einschreibens, welche die Tagesordnung der Versammlung enthält und welches per Einschreiben an die Anschrift der Kommanditisten zu richten ist.

Falls alle Gesellschafter bei der Gesellschafterversammlung anwesend oder vertreten sind und falls sie erklären über die Tagesordnung informiert worden zu sein, kann die Gesellschafterversammlung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Jeder Gesellschafter kann sich bei jeder Versammlung vertreten lassen, indem er schriftlich oder per Telegramm, oder per Fax eine andere Person zu seinem Vertreter bestellt.

Sofern vorliegende Satzung nichts Gegenteiliges vorsieht, werden die Beschlüsse durch Gesellschafter, die mehr als die Hälfte (1/2) des Gesellschaftskapitals vertreten, wirksam angenommen.

Beschlüsse zur Änderung der vorliegenden Satzung können nur mit Zustimmung aller Komplementäre und der Mehrheit von Gesellschaftern, die dreiviertel (3/4) des Gesellschaftskapitals vertreten, angenommen werden.

Geschäftsjahr - Jahresabschluss

Art. 15. Das Geschäftsjahr der Kommanditgesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreissigsten Dezember desselben Jahres

Art. 16. Jedes Jahr wird der Manager eine Bilanz zum 31. Dezember des jeweiligen Jahres erstellen, welche das Eigentum der Kommanditgesellschaft auflistet und eine Gewinn- und Verlustrechnung sowie die nach dem Gesetz notwendigen Anhänge enthält.

Die durch den Manager erstellten Jahresabschlüsse können gegebenenfalls einem externen Abschlussprüfer unterbreitet werden, welcher von der Gesellschafterversammlung ernannt wird. Die Jahresabschlüsse sind zusammen mit dem Bericht des Managers und dem Bericht des Abschlussprüfers, soweit vorhanden, der Gesellschafterversammlung vorzulegen.

Art. 17. Jeder Gesellschafter ist berechtigt, das Inventar, die Bilanz sowie die Gewinn-/ und Verlustrechnung am Sitz der Gesellschaft einzusehen. Der Kommanditist ist berechtigt jederzeit persönlich oder mittels seines Vertreters

(a) die nach den gängigen Regeln und Prinzipien erstellten Jahresabschlüsse der Kommanditgesellschaft zu erhalten,

(b) die Bücher der Kommanditgesellschaft zu inspizieren und die Geschäftsstatistiken und die Geschäftsaussichten der Kommanditgesellschaft zu überprüfen und

(c) hierzu den Komplementär hinsichtlich der jeglichen Aspekte der Kommanditgesellschaft, ihres Geschäfts, ihrer Aktiva oder der steuerrechtlichen oder fiskalischen Umstände der Kommanditgesellschaft zu kontaktieren.

Art. 18. Der Umsatz der Kommanditgesellschaft, wie ausgewiesen im Jahresabschluss, sei es ein Gewinn oder ein Verlust, wird automatisch in die Gewinn- und Verlustrechnung der Gesellschafter anteilig an deren Beteiligung in der Kommanditgesellschaft gebucht. Der Reingewinn wird zwischen den Partnern ausgeschüttet, soweit die Gesellschafterversammlung nicht entscheidet, dass der Gewinn entweder vorgetragen oder in eine Reserve transferiert wird.

Der Manager kann Vorauszahlungen auf Dividenden auszahlen, soweit seitens des Managers nicht mehr als einen Monat vor dieser Vorauszahlung Zwischenabschlüsse erstellt worden sind, die bestätigen, dass der Nettowert der Aktiva der Kommanditgesellschaft durch diese Ausschüttung nicht unterhalb der ausgegebenen Gesellschaftskapitals zuzüglich des Betrages jeglicher Reserve aus denen keine Ausschüttung erfolgen darf, fällt. Die nächste jährliche Hauptversammlung der Gesellschafter hat die Zahlungen bezüglich Zwischendividenden zu bestätigen. Soweit eine Zwischendividende den Betrag derjenigen Dividenden, die die Gesellschafter für ein Jahr auszuschütten bereit sind, übersteigt, so ist dieser Überschuss einer Zwischendividende als Anzahlung auf die Dividendenausschüttung des nachfolgenden Jahres zu qualifizieren.

Auflösung - Liquidation

Art. 19. Im Falle der Auflösung der Kommanditgesellschaft, welche durch die Gesellschafterversammlung nach denselben Mehrheitserfordernissen welche für eine Satzungsänderung benötigt werden, beschlossen worden ist, wird die Liquidation durch den General Partner vorgenommen werden.

Nach Abschluss der Liquidation werden die Aktiva der Gesellschaft den Gesellschaftern entsprechend im Verhältnis Ihrer Beteiligung zugeteilt.

Art. 20. Für alle Punkte, die nicht in der vorliegenden Satzung geregelt sind, gelten die Bestimmungen des Gesetzes sowie der einschlägigen Gesetze.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Kommanditgesellschaft beginnt endet am 31. Dezember 2015.

Zahlung

Sämtliche einhundert (100) Geschäftsanteile wurden vollständig durch die vorbenannten Zeichner einbezahlt, so dass der Betrag von einhundert Euro (EUR 100,-) der Kommanditgesellschaft, wie von den erschienenen Personen festgestellt, frei zur Verfügung steht.

Der Nachweis der Zahlung des Betrages in Höhe von wurde erbracht, so wie dies dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

Beschlüsse

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft, haben die erschienenen Parteien, welche das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital vertreten einstimmig folgenden Beschluss gefasst:

Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-5414 Canach, 30, rue de la Fontaine.

Erklärung

Die erschienenen Parteien, vertreten wie zuvor genannt, erklären hiermit, dass die vorliegende Satzung in englischer Sprache gefolgt von einer deutschen Übersetzung verfasst worden ist und dass die englische Fassung im Fall von Abweichungen massgeblich ist.

HAS BEEN MADE IN TWO (2) ORIGINAL COPIES:

Eagle Capital S.à r.l. / European Growth Capital

Référence de publication: 2014205498/341.

(140229691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Jonagold CEE Holding, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 29, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 193.137.

— STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the fifteenth day of December.

Before us Maître Jean-Paul MEYERS, civil law notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Polish Enterprise Fund VII, L.P., an exempted limited partnership formed and existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Uglan House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands and registered with the register of Exempted Limited Partnership under the number 60883 (the "Sole Shareholder"),

here represented by Caroline RAMIER, private employee, professionally residing in Rambrouch, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy signed "ne varietur" by the attorney and the undersigned notary will remain attached to the present deed, in order to be recorded with it.

The appearing party, represented as above mentioned, requested the undersigned notary to draw up the Constitutive Deed of a private limited company ("société à responsabilité limitée"), as follows:

Art. 1. There is hereby established a private limited company ("société à responsabilité limitée"), which will be governed by the laws in force, namely the Companies' Act of August 10, 1915 and by the present articles of association.

Art. 2. The company's name is "Jonagold CEE Holding".

Art. 3. The object of the Company is the acquisition and holding of interests in Luxembourg and/or in foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such holdings.

The Company may provide any financial assistance to the undertakings forming part of the group of the Company such as, among others, the providing of loans and the granting of guarantees or securities in any kind or form.

The Company may also use its funds to invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form.

The Company may borrow in any kind or form and privately issue bonds or notes.

In a general fashion the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. The registered office of the company is established in the commune of Luxembourg City.

The address of the registered office may be transferred within the commune by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The registered office may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders deliberating in the manner provided for the amendments of the articles of association.

If extraordinary events of a political or economic nature which might jeopardize the normal activity at the registered office or the easy communication of this registered office with foreign countries occur or are imminent, the registered office may be transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such decision will have no effect on the company's nationality. The declaration of the transfer of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the organ of the company which is best situated for this purpose under the given circumstances.

Art. 5. The company is established for an unlimited duration.

Art. 6. The corporate capital is set at twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by five hundred (500) shares of twenty-five Euro (EUR 25.-) each.

When and as long as all the shares are held by one person, the articles 200-1 and 200-2 among others of the amended law concerning trade companies are applicable, i.e. any decision of the single shareholder as well as any contract between the latter and the company must be recorded in writing and the provisions regarding the general shareholders' meeting are not applicable.

The company may acquire its own shares provided that they be cancelled and the capital reduced proportionally.

Art. 7. The shares are indivisible with respect to the company, which recognizes only one owner per share. If a share is owned by several persons, the company is entitled to suspend the related rights until one person has been designated as being with respect to the company the owner of the share. The same applies in case of a conflict between the usufructuary and the bare owner or a debtor whose debt is encumbered by a pledge and his creditor. Nevertheless, the voting rights attached to the shares encumbered by usufruct are exercised by the usufructuary only.

Art. 8. The transfer of shares inter vivos to other shareholders is free and the transfer of shares inter vivos to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital.

The transfer of shares mortis causa to other shareholders or to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital belonging to the survivors.

This approval is not required when the shares are transferred to heirs entitled to a compulsory portion or to the surviving spouse.

If the transfer is not approved in either case, the remaining shareholders have a preemption right proportional to their participation in the remaining corporate capital.

Each unexercised preemption right inures proportionally to the benefit of the other shareholders for a duration of three months after the refusal of approval. If the preemption right is not exercised, the initial transfer offer is automatically approved.

Art. 9. Apart from its capital contribution, each shareholder may with the previous approval of the other shareholders make cash advances to the company through the current account. The advances will be recorded on a specific current account between the shareholder who has made the cash advance and the company. They will bear interest at a rate fixed by the general shareholders' meeting with a two third majority. These interests are recorded as general expenses.

The cash advances granted by a shareholder in the form determined by this article shall not be considered as an additional contribution and the shareholder will be recognized as a creditor of the company with respect to the advance and interests accrued thereon.

Art. 10. The death, the declaration of minority, the bankruptcy or the insolvency of a shareholder will not put an end to the company. In case of the death of a shareholder, the company will survive between his legal heirs and the remaining shareholders.

Art. 11. The creditors, assigns and heirs of the shareholders may neither, for whatever reason, affix seals on the assets and the documents of the company nor interfere in any manner in the management of the company. They have to refer to the company's inventories.

Art. 12. The company is managed and administered by one or more managers, whether shareholders or third parties. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers, composed of manager(s) of the category A and manager(s) of the category B.

The mandate of manager is entrusted to him/them until his/her dismissal ad nutum by the general shareholders' meeting deliberating with a majority of votes.

In case of a single manager, the single manager exercises the powers devolving on the board of managers, and the company shall be validly bound towards third parties in all matters by the sole signature of the manager.

In case of plurality of managers, the company shall be validly bound towards third parties in all matters by the joint signatures of a manager of the category A together with a manager of the category B.

The board of managers can deliberate or act validly only if a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. Meetings of the board of managers may also be held by phone conference or video conference or by any other telecommunication means, allowing all persons participating at such meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

The manager(s) has (have) the broadest power to deal with the company's transactions and to represent the company in and out of court.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers, may appoint attorneys of the company, who are entitled to bind the company by their sole or joint signatures, but only within the limits to be determined by the power of attorney.

Art. 13. No manager enters into a personal obligation because of his function and with respect to commitments regularly contracted in the name of the company; as an agent, he is liable only for the performance of his mandate.

Art. 14. The collective resolutions are validly taken only if they are adopted by shareholders representing more than half of the corporate capital. Nevertheless, decisions amending the articles of association can be taken only by the majority of the shareholders representing three quarter of the corporate capital.

Interim dividends may be distributed under the following conditions:

- interim accounts are drafted on a quarterly or semi-annual basis,
- these accounts must show a sufficient profit including profits carried forward,
- the decision to pay interim dividends is taken by an extraordinary general meeting of the shareholders.

Art. 15. The company's financial year runs from the first of January to the thirty first of December of each year.

Art. 16. Each year, as of the thirty first day of December, the management will draw up the annual accounts and will submit them to the shareholders.

Art. 17. Each shareholder may inspect the annual accounts at the registered office of the company during the fifteen days preceding their approval.

Art. 18. The company may be supervised by one or several supervisory auditors, who need not be shareholders of the company. They will be appointed by the general meeting of shareholders which will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years.

In case the number of shareholders exceeds twenty five (25), the supervision of the company must be entrusted to one or more supervisory auditor(s).

Whenever required by law or if the general meeting of shareholders so decides, the company is supervised by one or several approved statutory auditors in lieu of the supervisory auditor(s).

The approved statutory auditors are appointed, pursuant to the related legal provisions, either by the general meeting of shareholders or by the board of managers.

The approved statutory auditors shall fulfil all the duties set forth by the related law.

The supervisory auditors and the approved statutory auditors may be reappointed.

Art. 19. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the general expenses, the social charges, the amortizations and the provisions represents the net profit of the company.

Each year five percent (5 %) of the net profit will be deducted and appropriated to the legal reserve. These deductions and appropriations will cease to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10 %) of the corporate capital, but they will be resumed until the complete reconstitution of the reserve, if at a given moment and for whatever reasons the latter has been touched. The balance is at the shareholders' free disposal.

Art. 20. In the event of the dissolution of the company for whatever reason, the liquidation will be carried out by the management or any other person appointed by the shareholders.

When the company's liquidation is closed, the company's assets will be distributed to the shareholders proportionally to the shares they are holding.

Losses, if any, are apportioned similarly, provided nevertheless that no shareholder shall be forced to make payments exceeding his contribution.

Art. 21. With respect to all matters not provided for by these articles of association, the shareholders refer to the legal provisions in force.

Art. 22. Any litigation, which will occur during the liquidation of the company, either between the shareholders themselves or between the manager(s) and the company, will be settled, insofar as the company's business is concerned, by arbitration in compliance with the civil procedure.

Transitory dispositions

The first fiscal year will begin now and will end on December 31, 2014.

Subscription and payment

The articles of association having thus been established, the appearing party, duly represented, declares to subscribe all the five hundred (500) shares of twenty-five Euro (EUR 25.-) each.

All the five hundred (500) shares have been paid up in cash to the extent of one hundred percent (100%) so that the amount of twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500.-) is now at the free disposal of the company, evidence hereof having been given to the undersigned notary.

Expenses

The amount of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the company as a result of its formation, is approximately valued at 1.000 Euro.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the company, the sole shareholder representing the entire corporate capital has taken the following resolutions:

First resolution

The number of Managers is set at 3 (three) and the following persons are appointed as Managers of the Company for an unlimited period:

- Mr Tadeusz GALKOWSKI, born in Northampton (United Kingdom) on May 23, 1960, residing professionally at Warsaw Financial Center, Emilii Plater 53, 00-113 Warsaw (Poland), as manager of the category A;
- Mr. Marc Meyers, born in Luxembourg on November 8, 1974, residing professionally at 29, boulevard Prince Henri L-1724 Luxembourg, as manager of the category B;
- Mrs. Florence Bastin, born in Haine-St-Paul (Belgium) on July 2, 1975, residing professionally at 29, boulevard Prince Henri L-1724 Luxembourg, as manager of the category B.

Second resolution

The registered office of the company is established at L-1724 Luxembourg, 29, Boulevard Prince Henri.

Power

The above appearing party hereby gives power to any agent and / or employee of the office of the signing notary, acting individually to proceed with the registration, listing, deletion, publication or any other useful or necessary operations following this deed.

The above appearing party hereby gives further power to any agent and / or employee of the office of the signing notary, acting individually, to draw, correct and sign any error, lapse or typo to this deed.

Declaration

The undersigned notary who knows English and French, states herewith that on request of the proxyholder of the appearing party, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same proxyholder of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up at Rambrouch on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le quinzième jour de décembre.

Par-devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A COMPARU:

Polish Enterprise Fund VII, L.P., une exempted limited partnership de droit des Iles Cayman, ayant son siège social à Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Uglund House, Grand Cayman, KY1-1104, Iles Cayman, immatriculée auprès du Registrar of Exempted Limited Partnerships des Iles Cayman sous le numéro 60883 (l'«Associée Unique»),

ici représentée par Caroline RAMIER, employée privée, demeurant professionnellement à Rambrouch, en vertu d'une procuration sous seing privé.

La prédite procuration, signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-avant, a requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle constitue par la présente:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par celle modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société prend la dénomination de "Jonagold CEE Holding".

Art. 3. La Société a pour objet la prise de participations et la détention de ces participations dans des entreprises luxembourgeoises et/ou étrangères, ainsi que l'administration, la mise en valeur et la gestion de ces participations.

La Société peut accorder toute assistance financière à des entreprises faisant partie du groupe de la Société comme, notamment, la fourniture de prêts et l'octroi de garanties ou sûretés de quelque nature et sous quelque forme que ce soit.

La Société peut aussi employer ses fonds en investissant dans l'immobilier, dans les droits de propriété intellectuelle ou tout autre actif mobilier ou immobilier de quelque nature et sous quelque forme que ce soit.

La Société peut emprunter sous toutes formes et procéder à l'émission privée d'obligations et de titres.

D'une manière générale la Société peut effectuer toutes opérations commerciales, industrielles ou financières qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg-Ville.

L'adresse du siège social peut être transférée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

Dans le cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiraient ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète des circonstances anormales. Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert de siège sera faite et portée

à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 5. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-), représenté par cinq cents (500) parts sociales de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune.

Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la loi modifiée sur les sociétés commerciales sont d'application, c'est-à-dire chaque décision de l'associé unique ainsi que chaque contrat entre celui-ci et la société doivent être établis par écrit et les clauses concernant les assemblées générales des associés ne sont pas applicables.

La société peut acquérir ses propres parts à condition qu'elles soient annulées et le capital réduit proportionnellement.

Art. 7. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. S'il y a plusieurs propriétaires d'une part sociale, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard, propriétaire de la part sociale. Il en sera de même en cas de conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier-gagiste.

Toutefois, les droits de vote attachés aux parts sociales grevées d'usufruit sont exercés par le seul usufruitier.

Art. 8. Les cessions de parts entre vifs à des associés sont libres et les cessions de parts entre vifs à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social.

Les cessions de parts à cause de mort à des associés et à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social appartenant aux survivants.

Cet agrément n'est pas requis lorsque les parts sont transmises à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant.

En cas de refus d'agrément dans l'une ou l'autre des hypothèses, les associés restants possèdent un droit de préemption proportionnel à leur participation dans le capital social restant.

Le droit de préemption non exercé par un ou plusieurs associés échoit proportionnellement aux autres associés. Il doit être exercé dans un délai de trois mois après le refus d'agrément. Le non-exercice du droit de préemption entraîne de plein droit agrément de la proposition de cession initiale.

Art. 9. A côté de son apport, chaque associé pourra, avec l'accord préalable des autres associés, faire des avances en compte-courant de la société. Ces avances seront comptabilisées sur un compte-courant spécial entre l'associé, qui a fait l'avance, et la société. Elles porteront intérêt à un taux fixé par l'assemblée générale des associés à une majorité des deux tiers. Ces intérêts seront comptabilisés comme frais généraux.

Les avances accordées par un associé dans la forme déterminée par cet article ne sont pas à considérer comme un apport supplémentaire et l'associé sera reconnu comme créancier de la société en ce qui concerne ce montant et les intérêts.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la société. En cas de décès d'un associé, la société sera continuée entre les associés survivants et les héritiers légaux.

Art. 11. Les créanciers, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux.

Art. 12. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance, composés de gérant(s) de catégorie A et de gérant(s) de catégorie B.

Le mandat de gérant lui/leur est confié jusqu'à révocation ad nutum par l'assemblée des associés délibérant à la majorité des voix.

En cas de gérant unique, le gérant unique exercera les pouvoirs dévolus au conseil de gérance, et la société sera valablement engagée envers les tiers en toutes circonstances par la seule signature du gérant.

En cas de pluralité de gérants, la société sera valablement engagée envers les tiers en toutes circonstances par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A ensemble avec un gérant de catégorie B.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à une réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Le conseil de gérance peut également être réuni par conférence téléphonique, par vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication, permettant à tous les participants de s'entendre mutuellement. La participation à une réunion tenue dans ces conditions est équivalente à la présence physique à cette réunion.

Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, adopter des résolutions par voie circulaire en donnant son accord par écrit, par câble, télégramme, télex, télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit. L'ensemble de ces documents constituera le procès-verbal justifiant de l'adoption de la résolution.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour accomplir les affaires de la société et pour représenter la société judiciairement et extrajudiciairement.

Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut nommer des fondés de pouvoir de la société, qui peuvent engager la société par leurs signatures individuelles ou conjointes, mais seulement dans les limites à déterminer dans la procuration.

Art. 13. Tout gérant ne contracte, à raison de sa fonction aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 14. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués dans les conditions suivantes:

- des comptes intérimaires sont établis sur une base trimestrielle ou semestrielle,
- ces comptes doivent montrer un profit suffisant, bénéfices reportés inclus,
- la décision de payer des dividendes intérimaires est prise par une assemblée générale extraordinaire des associés.

Art. 15. L'exercice social court du premier janvier au trente et un décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, au trente et un décembre, la gérance établira les comptes annuels et les soumettra aux associés.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels pendant les quinze jours qui précéderont son approbation.

Art. 18. La société peut être surveillée par un ou plusieurs commissaires, lesquels ne seront pas nécessairement associés de la société. Ils seront nommés par l'assemblée générale, qui fixera leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six ans.

Si le nombre des associés dépasse vingt-cinq (25), la surveillance de la société doit être confiée à un ou plusieurs commissaire(s).

Chaque fois que la loi le requiert ou si l'assemblée générale le souhaite, la société est contrôlée par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés à la place du (des) commissaire(s).

Les réviseurs d'entreprises agréés sont nommés, selon les stipulations légales afférentes, soit par l'assemblée générale, soit par le conseil de gérance.

Les réviseurs d'entreprises agréés remplissent toutes les tâches prévues par la loi afférente.

Les commissaires et les réviseurs d'entreprises agréés peuvent être réélus.

Art. 19. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais généraux, charges sociales, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la société.

Chaque année, cinq pour cent (5 %) du bénéfice net seront prélevés et affectés à la réserve légale. Ces prélèvements et affectations cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé. Le solde est à la libre disposition des associés.

Art. 20. En cas de dissolution de la société pour quelque raison que ce soit, la liquidation sera faite par la gérance ou par toute personne désignée par les associés.

La liquidation de la société terminée, les avoirs de la société seront attribués aux associés en proportion des parts sociales qu'ils détiennent.

Des pertes éventuelles sont réparties de la même façon, sans qu'un associé puisse cependant être obligé de faire des paiements dépassant ses apports.

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Art. 22. Tous les litiges, qui naîtront pendant la liquidation de la société, soit entre les associés eux-mêmes, soit entre le ou les gérants et la société, seront réglés, dans la mesure où il s'agit d'affaires de la société, par arbitrage conformément à la procédure civile.

Disposition transitoire

Le premier exercice commencera aujourd'hui et se terminera le 31 décembre 2014.

Souscription et paiement

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, la comparante, dûment représentée, déclare souscrire à toutes les cinq cents (500) parts sociales de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune.

Toutes les cinq cents (500) parts sociales ont été intégralement libérées en espèces de sorte que la somme de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) est dès à présent à disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

10013

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution s'élèvent approximativement à la somme de 1.000 Euros.

Résolutions de l'associée unique

Immédiatement après la constitution de la société, l'associée unique, représentée comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre de Gérants est fixé à 3 (trois) et les personnes suivantes sont nommées en tant que Gérants de la Société pour une durée illimitée:

- Monsieur Tadeusz GALKOWSKI, né à Northampton (Royaume Uni) le 23 mai 1960, demeurant professionnellement à Warsaw Financial Center, Emilii Plater 53, 00-113 Warsaw (Pologne), en tant que gérant de catégorie A;
- Monsieur Marc Meyers, né à Luxembourg le 8 novembre 1975, demeurant professionnellement à L-1724 Luxembourg 29, boulevard Prince Henri, en tant que gérant de catégorie B;
- Madame Florence Bastin, née à Haine-Saint-Paul (Belgique) le 2 juillet 1975, demeurant professionnellement à L-1724 Luxembourg 29, boulevard Prince Henri, en tant que gérante de catégorie B.

Deuxième résolution

Le siège social est établi à L-1724 Luxembourg, 29, Boulevard Prince Henri.

Pouvoirs

La partie comparante donne par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, pour rédiger, corriger et signer toute erreur ou omission ou toute faute(s) de frappe(s) au présent acte.

La partie comparante donne encore pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, afin de procéder à l'enregistrement, l'immatriculation, la radiation, la publication ou toutes autres opérations utiles ou nécessaires dans la suite du présent acte.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend l'anglais et le français, déclare par la présente, qu'à la demande du mandataire de la partie comparante, le présent document est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la demande du même mandataire de la partie comparante et en cas de divergence entre les deux textes, le texte anglais l'emportera.

DONT ACTE, fait et passé à Rambrouch à la date pré-mentionnée.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu au notaire par son nom, prénom, état civil et domicile, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Ramier, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 17 décembre 2014. Relation: RED/2014/2501. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 17 décembre 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014209295/366.

(140233875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

HAB2 Prop Co. B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.750,00.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 175.210.

In the year two thousand and fourteen, on the eighteenth day of December.

Before Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

ECE European Prime Shopping Centre II B, SCSp, a special limited partnership (société en commandite spéciale, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 189.417, represented by its manager ECE Real Estate Partners S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with

registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 157.549 and a share capital of one hundred twenty-five thousand euro (EUR 125,000.-),

here represented by José María Ortiz, Director, with professional address at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, by virtue of a power of attorney dated 18 December 2014,

in its capacity as sole shareholder of HAB2 Prop Co. B S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 175.210, incorporated on 8 February 2013 pursuant to a deed of Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg (the Company).

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to enact the following:

I. ECE European Prime Shopping Centre II B, SCSp is the sole shareholder (the Sole Shareholder) of the Company and represents the entire share capital of the Company;

II. the Sole Shareholder takes the following resolution:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 3 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ Art. 3. Corporate object.

3.1. The purpose of the Company is the acquisition, directly or indirectly, of real estate property in Luxembourg or abroad, in particular shopping centres, and the holding and managing of the assets required for the management of the real estate property.

3.2 The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.”

Second resolution

The Sole Shareholder, ECE European Prime Shopping Centre II B, SCSp, resolves

a) to increase the share capital of the Company by an amount of one thousand two hundred and fifty euro (EUR 1,250) from twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) to thirteen thousand seven hundred and fifty euro (EUR 13,750) by the issue of one thousand two hundred and fifty (1,250) shares with a par value of one euro (EUR 1.-) each,

b) to subscribe for one thousand two hundred and fifty (1,250) shares in registered form, with a par value of one euro (EUR 1.-) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash in the amount of one thousand two hundred and fifty euro (EUR 1,250) and to give evidence to the undersigned notary that the amount of one thousand two hundred and fifty euro (EUR 1,250) is at the disposal of the Company,

c) to converse and allocate the thirteen thousand seven hundred and fifty (13,750) shares with a par value of one euro each (EUR 1.-) each into (i) one thousand two hundred and fifty shares (1,250) of ordinary shares, (ii) one thousand two hundred and fifty shares (1,250) of class A (the “Class A Shares”), (iii) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class B (the “Class B Shares”), (iv) one thousand two hundred and fifty (1,250) of class C (the “Class C Shares”), (v) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class D (the “Class D Shares”), (vi) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class E (the “Class E Shares”), (vii) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class F (the “Class F Shares”), (viii) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class G (the “Class G Shares”), (ix) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class H (the “Class H Shares”), (x) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class I (the “Class I Shares”) and (xi) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class J (the “Class J Shares”); each in registered form fully paid-up with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

and resolves to subsequently amend article 5 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ Art. 5. Kapital.

5.1 The Company’s share capital is set at thirteen thousand seven hundred fifty euro (EUR 13,750.-), represented by (i) one thousand two hundred and fifty (1,250) ordinary, (ii) one thousand two hundred and fifty shares of class A (the “Class A Shares”), (iii) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class B (the “Class B Shares”), (iv) one thousand two hundred and fifty (1,250) of class C (the “Class C Shares”), (v) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class D (the “Class D Shares”), (vi) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class E (the “Class E

Shares”), (vii) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class F (the “Class F Shares”), (viii) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class G (the “Class G Shares”), (ix) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class H (the “Class H Shares”), (x) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class I (the “Class I Shares”) and (xi) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class J (the “Class J Shares”); each in registered form fully paid-up with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 In addition to the issued capital, there may be set up a share premium account to which any share premium paid on the ordinary shares of the Company in addition to its nominal value is transferred. The amount of the share premium account may be used to provide for the payment of any ordinary shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realized losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

5.3. The subscribed share capital of the Company may be increased through the issuance of shares, or reduced, by a resolution of the General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolution adopted in the manner required for amendment of the Articles. In no case may the subscribed share capital be reduced to an amount lower than thirteen thousand seven hundred fifty euro Euro (EUR 13,750.-). Notwithstanding the above, the share capital of the Company may be reduced through the cancellation of a class of shares, in whole but not in part, consisting in the repurchase and cancellation of all shares in issue in such class as may be determined from time-to-time by the board of managers and approved at the General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolution, provided however that the Company may not at any time repurchase and cancel the ordinary Shares. In the case of any repurchase and cancellation of a whole class of shares, such repurchase and cancellation of shares shall be made in the following order: (i) Class J Shares; (ii) Class I Shares; (iii) Class H Shares; (iv) Class G Shares; (v) Class F Shares; (vi) Class E Shares; (vii) Class D Shares; (viii) Class C Shares; (ix) Class B Shares and (x) Class A Shares.

5.4. In the event of a reduction of share capital through the cancellation of a whole class of shares consisting in the repurchase and cancellation of all shares in issue in such class (in the order provided for above), each such class of shares entitles the holders thereof (pro rata to their holding in such class of shares) to such portion of the Total Cancellation Amount with respect to the class of shares to be redeemed, and the holders of shares of the repurchased and cancelled shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each share of the relevant class of shares.

5.5. The Company may repurchase its shares as provided herein only to the extent otherwise permitted by Law.

5.6. For the purpose of this article:

“Available Amount” means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent shareholders would have been entitled to dividend distributions according to these Articles, increased by (i) any freely distributable reserves (including for the avoidance of doubt the share premium account up to the amount of losses including carried forward losses) and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be redeemed/cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses), and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of these Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Whereby:

AA= Available Amount

NP= net profits (including carried forward profits)

P= any freely distributable reserves (including the share premium account up to the amount of L)

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be cancelled

L= losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of these Articles.

The Available Amount, as determined by using the formula described here above, can be increased by any surplus cash or/and assets available to the Company at the time of the redemption, such surplus cash or/and assets being paid from the share premium account up to the amount of the share premium at the time of the redemption.

“Cancellation Value Per Share” means the amount calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of shares in issue in the class of shares to be cancelled.

“Interim Accounts” means the interim accounts of the Company under Luxembourg GAAP as at the relevant Interim Account Date.

“Interim Account Date” means the date no earlier than eight (8) days before the date of the cancellation of a class of shares.

“Total Cancellation Amount” means the amount determined by the board of managers or as the case may be the sole manager and approved at the General Meeting (or as the case may be the sole shareholder of the Company) or by way of Shareholders Circular Resolution on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount shall be lower or equal to the entire Available Amount at the time of the cancellation of the relevant class of shares unless otherwise resolved at the General Meeting (or as the case may be by the sole shareholder of the Company) or by way

of Shareholders Circular Resolution in the manner provided for an amendment of the Articles, provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.”

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 6 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ Art. 6. Shares.

6.1. The shares are and will remain in registered form (parts sociales nominatives). The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2 The transfer of shares by reason of death to third parties must be approved by the shareholders representing three-quarters of the rights owned by the survivors.

A share transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by each shareholder upon request.

6.4. The Company may redeem its own shares, provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company’s share capital.”

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 7 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ Art. 7. Appointment and removal of managers.

7.1. The Company is jointly managed by two managers or more managers appointed by a resolution of the General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolution, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolution.”

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 8 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ Art. 8. Board of managers. The Company will be managed by a board of managers (the Board). The Board shall be composed of at least two (2) managers who will be A managers (hereafter each a Manager A) or B managers (hereafter each a Manager B).

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board that has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

(iii) The Board shall not resolve on the following subject matters unless with (1) the approval of the investment committee of ECE Real Estate Partners S.à r.l. and such approval shall be documented in writing and (2) the unanimous decision of all parties to any parallel investment agreement between ECE European Prime Shopping Centre II A, SCSp SIF A, ECE European Prime Shopping Centre II B, SCSp and ECE European Prime Shopping Centre II C, SCSp SIF C and, as the case may be, further parties and such consent shall be documented in writing:

(a) any investment decision relating to the direct or indirect (either by the Company or a subsidiary, independent from the proportion of the Company’s ownership) acquisition of shopping centres;

(b) any investment decision relating to the direct or indirect (either by the Company or a subsidiary, independent from the proportion of the Company’s ownership) disposal of shopping centres;

(c) any decision relating to direct or indirect (either by the Company or a subsidiary, independent from the proportion of the Company’s ownership) real estate financings; and

(d) any decision relating to the direct or indirect (either by the Company or a subsidiary, independent from the proportion of the Company’s ownership) enlargement of shopping centres, in particular the structural alteration of parts or extensions of a building.

8.2. Procedure

(i) The Board meets upon the request of any manager, at the place indicated in the convening notice which, in principle, is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant a power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(v) The Board can validly deliberate and act only if (a) a majority of its members is present or represented, and (b) at least one Manager A is present or represented at the meetings. Resolutions of the Board are validly taken by a simple majority of the managers present or represented provided that at least one Manager A votes in favour of the decision(s) to be adopted. The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers Circular Resolutions), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signatures of two managers, including at least the signature of one Manager A.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.”

Sixth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 10 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ Art. 10. General meetings of shareholders and shareholders circular resolutions.

10.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders of the Company (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders Circular Resolutions).

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each share entitles to one (1) vote.

10.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. if this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Shareholders Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder’s commitment in the Company require the unanimous consent of the shareholders.

“10.3. Subject-Matters of Resolutions

The shareholders shall resolve on the subject-matters prescribed by the Law.”

Seventh resolution

The Sole Shareholder resolves to redesignate the mandate of Mr José María Ortiz from manager to

manager A and to redesignate the mandate of Mr Ulrich Binninger from manager to manager B.

As a consequence, the Company will be managed by one Manger B and one Manager A, appointed for an undetermined duration:

- Mr José María Ortiz, Director, born on January 3, 1970, in Madrid, Spain, with professional address at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, as Manager A,
- Mr Ulrich Binninger, Managing Director, born on August 30, 1966 in Trier, Germany, with professional address at 19, rue des Lilas, L-8035 Strassen, as Manger B.

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately EUR 1,300.- (one thousand three hundred Euro).

WHEREOF the present deed was drawn up in Contern, on the day named at the beginning.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a German version; at the request of the same appearing party and in case of divergences between the English and German texts, the English version shall prevail.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by its surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary this original deed.

Deutsche Uebersetzung des Vorstehenden Textes

Am achtzehnten Tag des Monats Dezember im Jahre zweitausendvierzehn,
ist vor dem unterzeichnenden Notar Edouard DELOSCH, mit Amtssitz in Diekirch, im Großherzogtum Luxemburg,

ERSCHIENEN:

Die ECE European Prime Shopping Centre II B, SCSp, eine spezielle Kommanditgesellschaft (société en commandite spéciale), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 189.417, vertreten durch ihren Verwalter ECE Real Estate Partners S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handelsund Gesellschaftsregister unter Nummer B 157.549 und ein Gesellschaftskapital von einhundertfünfundzwanzigtausend Euro (EUR125.000.-) hat,

in ihrer Eigenschaft als Alleingesellschafterin der HAB2 Prop Co. B S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach luxemburgischen Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter in L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handelsund Gesellschaftsregister unter der Nummer B 175.210, gegründet am 8. Februar 2013 gemäß Urkunde von Maître Edouard Delosch, Notar mit Amtssitz in Diekirch, Großherzogtum Luxemburg, (die Gesellschaft),

hier vertreten José María Ortiz, Geschäftsführer, geschäftsansässig in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund der Vollmacht, welche am 18 Dezember 2014 erteilt wurde.

Besagte Vollmacht, welche von der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar unterzeichnet wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt, um diese später bei der Registrierungsbehörde einzureichen.

Die erschienene Partei, vertreten wie oben dargestellt, hat den unterzeichnenden Notar ersucht, folgendes zu beurkunden:

- I. ECE European Prime Shopping Centre II B, SCSp ist Alleingesellschafterin der Gesellschaft (die Alleingesellschafterin) und vertritt das gesamte Gesellschaftskapital;
- II. Die Alleingesellschafterin fasst folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt Artikel 3 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, zu ändern, sodass dieser von nun an wie folgt lautet:

„ **Art. 3. Gesellschaftszweck.**

3.1. Zweck der Gesellschaft ist der direkte oder indirekte Erwerb von Immobilien im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland, insbesondere von Einkaufszentren, und der Erwerb und die Verwaltung von zur Bewirtschaftung der Immobilien erforderlichen Gegenständen.

3.2. Die Gesellschaft kann Darlehen jeglicher Art aufnehmen, ausgenommen im Wege eines öffentlichen Angebots. Sie kann, jedoch nur durch Privatplatzierungen, Schuldscheine, Anleihen sowie jegliche Art von Schuldtitel und Dividendepapiere ausgeben. Die Gesellschaft kann Geldmittel, einschließlich und uneingeschränkt die Erträge aus Kreditverbindlichkeiten, an ihre Zweigniederlassungen, Tochtergesellschaften und andere Gesellschaft verleihen. Des Weiteren kann die Gesellschaft in Bezug auf ihr gesamtes oder nur einen Teil ihres Vermögens Sicherheiten leisten, verpfänden, übertragen, belasten oder auf andere Weise Sicherheiten bestellen und gewähren, um ihren eigenen Verpflichtungen und

solchen anderer Gesellschaften nachzukommen und im Allgemeinen zu ihrem eigenen Vorteil und zum Vorteil jeder anderen Gesellschaft oder Person. Um Unstimmigkeiten auszuschließen, ist die Gesellschaft nicht dazu befugt ohne die erforderliche Genehmigung reglementierte Tätigkeiten in Bezug auf den Finanzsektor auszuüben.”

Zweiter Beschluss

Die Alleingeschafterin, ECE European Prime Shopping Centre II B, SCSp, beschließt

a) das Stammkapital der Gesellschaft von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) um eintausendzweihundertfünfzig Euro (EUR 1.250) auf dreizehntausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 13.750) durch Ausgabe von eintausendzweihundertfünfzig (1.250) Anteilen mit einem Stückwert von je einem Euro (EUR 1.-) zu erhöhen,

b) eintausendzweihundertfünfzig (1.250) Geschäftsanteile mit einem Nennwert von einem Euro (EUR 1.-) zu zeichnen und den Betrag von eintausendzweihundertfünfzig Euro (EUR 1.250) vollständig in bar einzuzahlen und dem unterzeichneten Notar den Nachweis zu erbringen, dass der Betrag in Höhe von eintausendzweihundertfünfzig (EUR 1.250) jetzt der Gesellschaft zur Verfügung steht.

c) die dreizehntausendsiebenhundertfünfzig (3.750) Anteile mit einem Stückwert von je einem Euro (EUR 1.-) umzuwandeln und aufzuteilen in (i) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Stammanteile, (ii) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse A (die “Klasse A Anteile”), (iii) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse B (die “Klasse B Anteile”), (iv) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse C (die “Klasse C Anteile”), (v) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse D (die “Klasse D Anteile”), (vi) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse E (die “Klasse E Anteile”), (vii) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse F (die “Klasse F Anteile”), (viii) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse G (die “Klasse G Anteile”), (ix) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse H (die “Klasse H Anteile”), (x) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse I (die “Klasse I Anteile”) und (xi) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse J (die “Klasse J Anteile”); jede jeweils ausgegeben in voll liberierten Namensanteile mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1).

Und beschließt daher, Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, sodass dieser von nun an wie folgt lautet:

“ Art. 5. Kapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital beläuft sich auf dreizehntausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 13.750,-), aufgeteilt in (i) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Stammanteile, (ii) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse A (die “Klasse A Anteile”), (iii) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse B (die “Klasse B Anteile”), (iv) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse C (die “Klasse C Anteile”), (v) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse D (die “Klasse D Anteile”), (vi) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse E (die “Klasse E Anteile”), (vii) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse F (die “Klasse F Anteile”), (viii) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse G (die “Klasse G Anteile”), (ix) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse H (die “Klasse H Anteile”), (x) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse I (die “Klasse I Anteile”) und (xi) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse J (die “Klasse J Anteile”); jede jeweils ausgegeben in voll liberierten Namensanteile mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1).

5.2. Zusätzlich zum gezeichneten Gesellschaftskapital kann ein Rücklagenkonto für das Emmissionsagio eingerichtet werden, auf welchem das auf die Stammanteile über deren Nominalwert eingezahlten Emmissionsagio als Kapitalrücklage verbucht werden kann. Der Betrag des Rücklagenkontos kann für Zahlungen der Gesellschaft an ihre(n) Gesellschafter im Rahmen des Rückerwerbs von Stammanteilen, zum Ausgleich des realisierten Nettoverlusts, für Ausschüttungen an den/die Gesellschafter in Form von Dividenden verwedet werden oder der gesetzlichen Kapitalrücklage zugeführt zu werden.

5.3. Durch Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter, der in Übereinstimmung mit den für eine Satzungsänderung erforderlichen Bestimmungen zu fassen ist, kann das gezeichnete Gesellschaftskapital durch die Ausgabe von Anteilen erhöht oder herabgesetzt werden. In keinem Fall darf das Gesellschaftskapital unter einen Betrag von dreizehntausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 13.750,-) fallen. Dessen ungeachtet kann das Gesellschaftskapital der Gesellschaft verringert werden durch die Löschung einer gesamten Anteilsklasse (nicht jedoch eines Teils Anteilsklasse), welche durch Rückerwerb und Annullierung aller in dieser Klasse ausgegebenen Anteilen erfolgt, wie es von Zeit zu Zeit durch den Geschäftsführungsrat festgestellt und durch die Hauptversammlung oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter bestätigt wird; der Rückerwerb und die Annullierung von Stammanteilen durch die Gesellschaft sind ausgeschlossen. Sofern der Rückerwerb und die Annullierung einer gesamten Klasse beabsichtigt sind, haben diese in der folgenden Reihenfolge zu erfolgen: (i) Klasse J Anteile; (ii) Klasse I Anteile; (iii) Klasse H Anteile; (iv) Klasse G Anteile; (v) Klasse F Anteile; (vi) Klasse E Anteile; (vii) Klasse D Anteile; (viii) Klasse C Anteile; (ix) Klasse B Anteile und (x) Klasse A Anteile.

5.4. Im Falle der Kapitalherabsetzung durch Löschung einer gesamten Anteilsklasse durch Rückerwerb und Annullierung aller ausgegebenen Anteile in der betreffenden Klasse (gemäß obiger Reihenfolge) steht jedem Inhaber von Anteilen dieser Anteilsklasse (pro rata gemäß der gehaltenen Anteile in der jeweiligen Anteilsklasse) ein anteiliger Anspruch aus dem Gesamtannullierungsbetrag in Bezug auf die einzuziehende Anteilsklasse zu; jeder Inhaber von rückerworbenen oder

annulierten Anteilen erhält von der Gesellschaft einen Betrag, der dem Annullierungswert pro Anteil für jeden Anteil der relevanten Anteilsklasse entspricht.

5.5. Die Gesellschaft kann den Rückerwerb von Anteilen gemäß den hier festgelegten Bedingungen nur im Rahmen der Anforderungen des Gesetzes vornehmen.

5.6. Für Zwecke dieses Artikels:

“Verfügbarer Betrag” bedeutet den Gesamtbetrag des Nettogewinns der Gesellschaft (einschließlich vorgetragener Gewinne) soweit Gesellschafter gemäß dieser Satzung zum Erhalt von Dividendenausüttungen berechtigt gewesen wären, erhöht um (i) alle frei ausschüttbaren Reserven (einschließlich des Rücklagenkontos für das Emissionsagio bis zur Höhe der Verluste einschließlich vorgetragener Verluste) und (ii) gegebenenfalls den Betrag der Kapitalherabsetzung und der Verringerung der gesetzlichen Rücklagen im Hinblick auf die einzuziehenden/zu löschenden Anteilsklassen, jedoch verringert um (i) alle Verluste (einschließlich vorgetragener Verluste), und (ii) aller Beträge, welche aufgrund des Gesetzes oder dieser Satzung als Rücklage(n) gebildet werden müssen, jedes Mal wie in den betreffenden Zwischenbilanzen dargestellt (jedoch ohne doppelte Buchung) so dass:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Wobei:

AA= Verfügbarer Betrag

NP= Nettogewinn (einschließlich vorgetragener Gewinne)

P= alle frei ausschüttbaren Reserven (einschließlich des Rücklagenkontos für das Emissionsagio bis zu einem Betrag von L)

CR = der Betrag der Kapitalherabsetzung und der Herabsetzung der gesetzlichen Rücklage bezogen auf diejenige Anteilsklasse, welche aufgelöst werden soll

L= Verluste (einschließlich vorgetragene Verluste)

LR = alle Beträge, welche aufgrund Anforderungen des Gesetzes oder dieser Satzung als Rücklage(n) gebildet werden müssen.

Der verfügbare Betrag, basierend auf obiger Formel, kann um sämtliche der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Rücknahme zur Verfügung stehende überschüssige Liquidität und/oder Vermögenswerte, erhöht werden, wobei überschüssige Liquidität und Vermögenswerte aus dem Rücklagenkonto des Emissionsagios bis zur Höhe des Betrags der an das Emissionsagio gebundenen Kapitalrücklage zum Zeitpunkt der Rücknahme zu zahlen sind.

“Annullierungswert pro Anteil” bedeutet den durch Division des Gesamtannullierungsbetrages durch die ausgegebene Anzahl von Anteilen in der von der Annullierung betroffenen Anteilsklasse errechneten Wert.

“Zwischenbilanzen” bedeuten die Zwischenbilanzen der Gesellschaft gemäß Luxemburger GAAP zum betreffenden Zwischenbilanzzeitpunkt.

“Zwischenbilanzzeitpunkt” bedeutet das Datum frühestens acht (8) Tage vor dem Datum der Löschung einer Anteilsklasse.

“Gesamtannullierungsbetrag” bedeutet der vom Geschäftsführungsrat oder gegebenenfalls dem Alleingeschäftsführer festgelegten und von der Hauptversammlung (oder gegebenenfalls dem Alleingesellschafter der Gesellschaft) oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter bestätigten Betrag, basierend auf den relevanten Zwischenbilanzen. Der Gesamtannullierungsbetrag muss niedriger oder gleich dem gesamten verfügbaren Betrag zum Zeitpunkt der Löschung der betreffenden Anteilsklasse sein, es sei denn, dass dies anderweitig durch die Hauptversammlung (oder gegebenenfalls durch den Alleingesellschafter der Gesellschaft) oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter gemäß den Bestimmungen zur Änderung dieser Satzung beschlossen worden ist, vorausgesetzt jedoch, dass der Gesamtannullierungsbetrag nie höher sein darf als der verfügbare Betrag.”

Dritter Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt, Artikel 6 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, zu ändern, sodass dieser von nun an wie folgt lautet:

“ **Art. 6. Geschäftsanteile.**

6.1. Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile (parts sociales nominatives). Die Geschäftsanteile sind unteilbar und die Gesellschaft lässt nur einen (1) Eigentümer pro Geschäftsanteil zu.

6.2. Die Übertragung von Geschäftsanteilen aufgrund eines Todesfalles an Dritte bedarf der Zustimmung der anderen Gesellschafter, welche drei Viertel der Rechte der Hinterbliebenen vertreten.

Eine Anteilsübertragung ist gegenüber der Gesellschaft oder Dritten nur wirksam, wenn eine solche gemäß Artikel 1690 des luxemburgischen Bürgerlichen Gesetzbuches gegenüber der Gesellschaft angezeigt oder von dieser anerkannt wurde.

6.3. Am Sitz der Gesellschaft wird ein Gesellschafterregister geführt, welches auf Anfrage von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann.

6.4. Die Gesellschaft kann ihre eigenen Geschäftsanteile zurückkaufen, vorausgesetzt, die Gesellschaft verfügt über ausreichend ausschüttbare Reserven oder falls der Rückkauf aufgrund einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals beruht.“

Vierter Beschluss

Die Alleingeschafterin beschließt, Artikel 7 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, zu ändern, sodass dieser von nun an wie folgt lautet:

„ Art. 7. Bestellung und Abberufung von Geschäftsführern.

7.1. Die Gesellschaft wird gemeinschaftlich von zwei oder mehreren Geschäftsführern verwaltet. Diese werden durch einen Beschluss der Hauptversammlung oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter bestellt, welcher auch ihre Amtszeit festlegt. Die Geschäftsführer müssen keine Gesellschafter der Gesellschaft sein.

7.2. Die Geschäftsführer können zu jedem Zeitpunkt (mit oder ohne Grund) von der Hauptversammlung oder im Wege eines Umlaufbeschlusses abberufen werden.“

Fünfter Beschluss

Die Alleingeschafterin beschließt, Artikel 8 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, zu ändern, sodass dieser von nun an wie folgt lautet:

„ **Art. 8. Geschäftsführungsrat.** Die Gesellschaft wird von einem Geschäftsführungsrat (der Rat) verwaltet. Der Rat soll aus mindestens zwei (2) Geschäftsführern bestehen, die entweder A Geschäftsführer (Geschäftsführer A) oder B Geschäftsführer (Geschäftsführer B) sein sollen.

8.1. Befugnisse des Geschäftsführungsrates

(i) Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Rates, welchem die Befugnis zusteht, jegliche Handlungen und Tätigkeiten auszuführen und zu genehmigen, die mit dem Gesellschaftszweck im Einklang stehen.

(ii) Besondere und eingeschränkte Vollmachten können für bestimmte Angelegenheiten an einen oder mehrere Handlungsbevollmächtigte des Rates übertragen werden.

(iii) In Bezug auf die folgenden Entscheidungen soll der Rat nur Beschlüsse fassen sofern (1) die Genehmigung des Investment Komitees der ECE Real Estate Partners S.à r.l. vorliegt, und eine solche Genehmigung schriftlich festgehalten wurde und (2) der einstimmigen Entscheidung aller Parteien einer jeden parallelen Investitionsvereinbarung zwischen der ECE European Prime Shopping Centre II A, SCSp SIF, der ECE European Prime Shopping Centre II B, SCSp und der ECE European Prime Shopping Centre II C, SCSp SIF und, gegebenenfalls, weiteren Parteien, und eine solche Zustimmung schriftlich festgehalten worden ist:

(a) eine Investitionsentscheidung hinsichtlich des direkten oder indirekten (entweder durch die Gesellschaft oder eine Tochtergesellschaft, unabhängig vom Anteil der Inhaberverhältnisse der Gesellschaft) des Erwerbs von Einkaufszentren;

(b) eine Investitionsentscheidung hinsichtlich der direkten oder indirekten (entweder durch die Gesellschaft oder eine Tochtergesellschaft, unabhängig vom Anteil der Inhaberverhältnisse der Gesellschaft) Veräußerung von Einkaufszentren;

(c) eine Investitionsentscheidung hinsichtlich der direkten oder indirekten (entweder durch die Gesellschaft oder eine Tochtergesellschaft, unabhängig vom Anteil der Inhaberverhältnisse der Gesellschaft) Immobilien Finanzierung; und

(d) eine Investitionsentscheidung hinsichtlich der direkten oder indirekten (entweder durch die Gesellschaft oder eine Tochtergesellschaft, unabhängig vom Anteil der Inhaberverhältnisse der Gesellschaft) Erweiterung von Einkaufszentren, dass heißt insbesondere die bauliche Veränderungen durch neue Gebäudeteile und Anbauten, von Einkaufszentren.

8.2. Verfahren

(i) Auf Wunsch eines jeden Geschäftsführers findet eine Versammlung des Rates, an einem in der Ankündigung genannten Ort, grundsätzlich aber in Luxemburg, statt.

(ii) Eine schriftliche Ankündigung einer jeden Versammlung des Rates geht allen Geschäftsführern spätestens vierundzwanzig (24) Stunden vor der Versammlung zu, es sei denn es liegt ein Notfall vor, dessen Art und Umstand sodann in der Ankündigung darzulegen ist.

(iii) Eine Ankündigung ist nicht erforderlich, wenn alle Mitglieder des Rates bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind und erklären, dass ihnen die Tagesordnung der Versammlung vollständig bekannt ist. Auf eine Ankündigung kann ein Geschäftsführer zudem entweder vor oder nach der Sitzung freiwillig verzichten. Gesonderte schriftliche Ankündigungen sind nicht erforderlich, wenn es sich um eine Versammlung handelt, welche örtlich und zeitlich im Voraus in einem Terminplan angekündigt wurde, welcher durch den Rat verabschiedet wurde.

(iv) Ein Geschäftsführer kann einem anderen Geschäftsführer eine Vollmacht erteilen, um sich bei Versammlung des Rates vertreten zu lassen.

(v) Der Rat ist nur tagungs- und beschlussfähig, wenn (a) die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten sind und (b) wenigstens ein Geschäftsführer A bei der Versammlung anwesend oder vertreten ist. Die Beschlüsse des Rates sind wirksam, wenn sie mit einer einfachen Mehrheit der von den anwesenden und vertretenen Geschäftsführern gefasst werden, wobei mindestens ein Geschäftsführer A für den Beschluss oder die Beschlüsse gestimmt haben muss. Die

Beschlüsse des Rates werden in Sitzungsprotokollen festgehalten, welche vom Vorsitzenden der Versammlung oder, wenn kein Vorsitzender bestimmt wurde, von allen bei der Sitzung anwesenden und vertretenen Geschäftsführern unterzeichnet werden müssen.

(vi) Jeder Geschäftsführer kann per Telefon- oder Videokonferenz oder durch jedes andere, vergleichbare Kommunikationsmittel an einer Versammlung des Rates teilnehmen, welches es allen Teilnehmern der Versammlung ermöglicht, einander zu identifizieren, zu hören und miteinander zu kommunizieren. Eine solche Teilnahme ist einer persönlichen Teilnahme an einer ordnungsgemäß einberufenen und gehaltenen Versammlung gleichzusetzen.

(vii) Beschlüsse in Textform, welche von allen Geschäftsführern unterzeichnet sind und im Umlaufverfahren gefasst worden sind (die Umlaufbeschlüsse der Geschäftsführer), sind genauso gültig und verbindlich wie ein Beschluss, der in einer ordentlich einberufenen und abgehaltenen Versammlung des Rates gefasst wurde und tragen das Datum der zuletzt hinzugefügten Unterschrift.

8.3. Vertretung

(i) Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten in allen Angelegenheiten durch die gemeinschaftliche Unterschrift von zwei (2) Geschäftsführern gebunden, wobei stets mindestens ein Geschäftsführer A unterzeichnet haben muss.

(ii) Die Gesellschaft wird ebenfalls gegenüber Dritten durch die Unterzeichnung der mit gemäß Sinne von Artikel 8.1. (ii) Spezialvollmachten ausgestatteten Personen gebunden.”

Sechster Beschluss

Die Alleingeschafterin beschließt, Artikel 10 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, zu ändern, sodass dieser von nun an wie folgt lautet:

„ Art. 10. Hauptversammlung und Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter.

10.1. Vollmachten und Stimmrechte

(i) Beschlüsse der Gesellschafter werden in einer Hauptversammlung der Gesellschafter (die Hauptversammlung) oder durch Beschlüsse im Umlaufverfahren (die Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter) gefasst.

(ii) Werden Beschlüsse im Wege der Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt der Beschlüsse gemäß den Bestimmungen der Satzung an alle Gesellschafter übersandt. Die von allen Gesellschaftern unterzeichneten Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter, welcher das Datum der zuletzt hinzugefügten Unterschrift trägt, ist genauso gültig und verbindlich wie ein Beschluss, der in einer ordentlich einberufenen und abgehaltenen Hauptversammlung gefasst wurde.

(iii) Je ein Geschäftsanteil gewährt eine (1) Stimme.

10.2. Ankündigung, Beschlussfähigkeit, Mehrheit der Stimmen und Wahlverfahren

(i) Auf Initiative eines Geschäftsführers oder der Gesellschafter, welche mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, werden die Gesellschafter zur Hauptversammlung einberufen oder schriftlich zur Entscheidung gebeten.

(ii) Eine schriftliche Ankündigung einer jede Hauptversammlung geht allen Gesellschaftern spätestens acht (8) Tage im Voraus zu, es sei denn es liegt ein Notfall vor, dessen Art und Umstand sodann in der Ankündigung dazulegen ist.

(iii) Die Hauptversammlungen finden an dem in der Ankündigung genannten Ort, zur in der Ankündigung genannten Zeit statt; die Hauptversammlungen sollten grundsätzlich im Großherzogtum Luxemburg abgehalten werden.

(iv) Die Hauptversammlung kann ohne vorherige Ankündigung abgehalten werden, wenn alle anwesenden oder vertretenen Gesellschafter erklären, dass ihnen die Tagesordnung im Voraus bekannt gegeben wurde und sich selbst als ordnungsgemäß einberufen betrachten.

(v) Ein Gesellschafter kann einer anderen Person, bei welcher es sich nicht um einen Gesellschafter handeln muss, eine schriftliche Vollmacht erteilen, um von dieser bei der Hauptversammlung vertreten zu werden.

(vi) Die in den Hauptversammlungen oder in Form von Umlaufbeschlüssen der Gesellschafter zu fassenden Beschlüsse werden von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Hauptversammlung oder dem ersten Beschluss in Textform nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Hauptversammlung geladen oder erneut zur schriftlichen Entscheidung gebeten und die Beschlüsse oder die Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Quote des vertretenen Gesellschaftskapitals.

(vii) Die Satzung kann mit Zustimmung der Mehrheit der Gesellschafter, welche drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden.

(viii) Jede Änderung der Nationalität der Gesellschaft und jede Erhöhung der Verpflichtungen eines Gesellschafters gegenüber der Gesellschaft erfordert die einstimmige Zustimmung aller Gesellschafter.

10.3. Gegenstände von Beschlüssen

Die Gesellschafter sollen über die Gegenstände abstimmen welche per Gesetz vorgeschrieben sind.”

Siebter Beschluss

Die Alleingeschafterin beschließt das Mandat von Herrn José María Ortiz vom Geschäftsführer in einen Geschäftsführer A umzubestimmen und das Mandat von Herrn Ulrich Binnering vom Geschäftsführer in einen Geschäftsführer B

umzubestimmen. Als Konsequenz wird die Gesellschaft für einen unbestimmten Zeitraum von einem Geschäftsführer B und einem Geschäftsführer A verwaltet:

- 1) Herr José María Ortiz, Verwaltungsratsmitglied, geboren am 3. Januar 1970 in Madrid, Spanien, geschäftsansässig in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, als Geschäftsführer A
- 2) Herr Ulrich Binninger, Verwaltungsratsmitglied, geboren am 30 August, 1966 in Trier, Deutschland, geschäftsansässig in 19, rue des Lilas, L-8035 Strassen, als Geschäftsführer B

Kosten

Die Kosten und Auslagen, die der Gesellschaft in Zusammenhang mit vorliegender Urkunde entstehen oder die sie zu tragen hat, belaufen sich auf ungefähr EUR 1.300,- (eintausenddreihundert Euro).

WORÜBER Urkunde erstellt in Contern am Datum, wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnete Notar, der der englischen Sprache mächtig ist, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der erschienenen Parteien diese Urkunde in englischer Sprache verfasst und mit einer deutschen Übersetzung versehen ist und dass im Falle einer Abweichung des englischen vom deutschen Text der englische Text maßgebend ist.

Nachdem die Urkunde der erschienenen Person, welche dem Notar mit Nachname, Vorname, Personenstand und Adresse bekannt ist, vorgelesen wurde, hat die erschienene Person zusammen mit dem Notar die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: J. M. ORTIZ, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 22 décembre 2014. Relation: DIE/2014/16630. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Diekirch, den 29 Dezember 2014.

Référence de publication: 2014209232/541.

(140233501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Kartolex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 67, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 150.835.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'an deux mil quatorze, le douze décembre,

Par-devant Nous, Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg;

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société KARTOLEX S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-2320 Luxembourg, 67, boulevard de la Pétrusse, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 150.835, constituée suivant acte reçu par Maître Joëlle BADEN, notaire résidant à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, en date du 23 décembre 2009, publié au Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 423 du 26 février 2010 (ci-après la «Société»).

Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis.

L'assemblée générale s'est ouverte sous la présidence de Me Caroline APOSTOL, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse (le «Président»).

Le Président a désigné comme secrétaire Mme Jeanine BACKES, employée privée, demeurant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse (le «Secrétaire»).

L'assemblée générale a désigné comme scrutateur Mme Jeanne FOURNIER, juriste, demeurant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse (le «Scrutateur»).

Ces trois personnes ont constitué le bureau de l'assemblée.

Le bureau de l'assemblée ainsi constitué a dressé la liste de présence qui, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise ensemble avec le présent acte aux formalités de l'enregistrement.

Le Président a déclaré et a requis le notaire d'acter que:

I. Les actionnaires de la Société ont tenu une assemblée générale extraordinaire en date du 9 octobre 2014 par-devant le notaire instrumentant, non encore publiée au Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, durant laquelle il a été décidé de mettre la Société en liquidation volontaire. La même assemblée générale a décidé de nommer Monsieur François BROUXEL, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, en tant que liquidateur de la Société.

II. Les actionnaires de la Société ont tenu une assemblée générale extraordinaire sous seing privé en date du 3 décembre 2014, au cours de laquelle Lux Fiduciaire, ayant son siège social à L-2763 Luxembourg, 12, rue Sainte Zithe, a été nommé commissaire à la liquidation afin d'examiner le rapport du liquidateur de la Société et les comptes de liquidation de la Société, conformément à l'article 151 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»).

III. Selon la liste de présence, tous les actionnaires représentant l'intégralité du capital social de quarante-huit mille euros (EUR 48.000,-) représenté par quatre mille huit cents (4.800) actions d'une valeur nominale de dix euros (10,- EUR) chacune, sont valablement représentés à la réunion. L'assemblée peut ainsi valablement délibérer et statuer sur tous les points fixés à l'ordre du jour, sans qu'il y ait besoin d'une convocation préalable.

IV. L'ordre du jour de l'assemblée était le suivant:

1. Examen et approbation du rapport du commissaire à la liquidation (le «Rapport du Commissaire»);
2. Approbation du rapport du liquidateur de la Société (le «Rapport du Liquidateur») et des comptes de liquidation de la Société au 31 août 2014 (les «Comptes de Liquidation»);
3. Décharge à accorder au liquidateur de la Société et au commissaire à la liquidation pour l'exécution de leurs mandats en relation avec la liquidation de la Société;
4. Approbation du transfert de tous les actifs et passifs de la Société à ses actionnaires;
5. Détermination de l'endroit où les livres la Société seront conservés pour une période de cinq années après la clôture de la liquidation;
6. Approbation de la fin et de la clôture de la liquidation de la Société; et
7. Divers.

V. L'assemblée ayant approuvé les déclarations du Président et ayant été valablement constituée et convoquée, a délibéré et par un vote séparé et unanime, les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution

Ayant eu communication du Rapport du Commissaire en date du 9 décembre 2014, l'assemblée générale a reconnu et approuvé ledit rapport qui conclut que le Rapport du Liquidateur est conforme avec les lois luxembourgeoises et les obligations légales et donne une image sincère et fidèle des opérations de liquidations de la Société.

Le Rapport du Commissaire, après avoir été signé ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexé au présent acte et sera enregistré avec lui auprès de l'administration de l'enregistrement.

Deuxième résolution

Après avoir pris note des conclusions contenues dans le Rapport du Liquidateur, l'assemblée générale a décidé d'approuver le Rapport du Liquidateur et les Comptes de Liquidation.

Le Rapport du Liquidateur ainsi que les Comptes de Liquidation, après avoir été signés ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné, resteront annexés au présent acte et seront enregistrés avec lui auprès de l'administration de l'enregistrement.

Troisième résolution

L'assemblée générale a donné décharge pleine et entière au liquidateur de la Société et au commissaire à la liquidation pour l'exécution de leurs mandats en rapport avec la liquidation de la Société.

Quatrième résolution

L'assemblée générale a décidé d'approuver le transfert des actifs et passifs de la Société à l'actionnaire unique conformément à ce qu'il ressort des Comptes de Liquidation (le cas échéant).

Afin d'être en mesure de régler les factures, impôts susmentionnés, ainsi que toute dette provisionnés dans les Comptes de Liquidation mais non encore exigibles à ce jour, le Liquidateur prévoit de consigner un montant correspondant aux actifs revenant aux créanciers tel que déterminé dans les Comptes de Liquidation et note que l'actionnaire unique s'est engagé à payer à première demande et dans un délai de 8 jours ouvrables tous les montants qui seraient dus par la Société après la clôture de la liquidation de la Société.

Cinquième résolution

L'assemblée générale a décidé d'approuver la conservation des livres de la Société pour une période de 5 années au 67, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

Sixième résolution

L'assemblée générale a déclaré la liquidation de la Société terminée avec effet à ce jour.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée est clôturée.

Frais

Le montant total des frais, coûts, honoraires et charges qui incombent à la Société en raison du présent acte, est évalué approximativement à mille cent euros (1.100,- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'Etude, à la date mentionnée en tête du présent document.

Le présent acte ayant été lu au mandataire, il a signé avec le notaire soussigné le présent acte.

Signé: C. APOSTOL, J. BACKES, J. FOURNIER, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 16 décembre 2014. LAC/2014/60566. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Référence de publication: 2014209319/93.

(140233937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Jetane Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 184.808.

L'an deux mille quatorze, le douze décembre,

Par devant Maître Roger Arrensdorff, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois Jetane Holding S.à r.l. (ci-après la «Société»), établie et ayant son siège social à L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen, inscrite au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 184.808, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 7 février 2014, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1157 en date du 7 mai 2014, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 4 avril 2014, publié audit Mémorial C numéro 1581 en date du 19 juin 2014.

L'Assemblée est ouverte par Maître Esbelta De Freitas, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, agissant en qualité de président.

L'Assemblée désigne comme secrétaire Maître Virginie Heib, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

L'Assemblée désigne encore Monsieur Christophe Renaudin, juriste, demeurant à Luxembourg comme scrutateur.

Le Président, le Secrétaire et le Scrutateur forment le bureau de l'assemblée.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le secrétaire d'acter que:

I. les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence, cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées "ne varietur" par les comparants.

II. Conformément à la liste de présence, tous les actionnaires, représentant l'intégralité du capital social de EUR 31.048.507,- (trente et un millions quarante-huit mille cinq cent sept euros) sont présents ou dûment représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III. La présente assemblée générale extraordinaire a pour:

Ordre du jour

1. Augmentation du capital social de la Société à concurrence d'un montant de EUR 2.110.000,- (deux millions cent dix mille euros) par l'émission de 2.110.000 (deux millions cent dix mille) parts sociales de classe B, d'une valeur nominale de EUR 1,- (un euro) chacune;

2. Souscription et libération de toutes les nouvelles parts sociales de classe B de la Société par Monsieur Simon David Tordjman par un apport en nature de parts sociales;

3. Modification de l'article 5.1 des statuts de la Société pour refléter l'augmentation du capital social de la Société planifiée; et

4. Divers.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est donc régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points figurant à l'ordre du jour.

Après avoir délibéré, l'assemblée prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée générale des actionnaires de la Société décide d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant de EUR 2.110.000,- (deux millions cent dix mille euros), afin de le porter de son montant actuel de EUR 31.048.507,-

(trente et un millions quarante-huit mille cinq cent sept euros) à un montant de EUR 33.158.507,- (trente-trois millions cent cinquante-huit mille cinq cent sept euros).

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution précédente, l'Assemblée décide d'émettre 2.110.000 (deux millions cent dix mille) parts sociales de classe B, d'une valeur nominale de EUR 1,- (un euro) chacune.

Intervention de l'apporteur - Souscription - Libération

Intervient Monsieur Gérard Depagniat, agissant au nom et pour le compte de Monsieur Simon David Tordjman en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 10 décembre 2014, laquelle procuration restera annexée aux présentes après avoir été signée «ne varietur» par toutes les parties et par le notaire instrumentant.

Laquelle a déclaré souscrire et libérer en totalité 2.110.000 (deux millions cent dix mille) parts sociales de classe B, d'une valeur nominale de EUR 1,- (un euro) chacune, pour un montant total de EUR 2.110.000,- (deux millions cent dix mille euros), par l'apport en nature de:

1. 250 (deux cent cinquante) parts sociales de la société civile immobilière S.C.I. JDG METZ, une société de droit français, avec siège social au 125, avenue des Champs Elysées, F-75008 Paris, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 423 910 751 pour un montant total de EUR 470.000,-(quatre cent soixante-dix mille euros).

2. 1.000 (mille) parts sociales de la société civile immobilière S.C.I. JENNY SAINT-TROPEZ, une société de droit français, avec siège social au 125, avenue des Champs Elysées, F-75008 Paris, immatriculée au Registre de commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 431 971 654 pour un montant total de EUR 1.640.000,-(un million six cent quarante mille euros).

Rapport du Réviseur

La valeur des Parts Sociales a été confirmée dans le rapport du réviseur d'entreprises agréés élaboré par Monsieur Julien Didierjean, en date du 12 décembre 2014, qui conclut comme suit: "sur base de nos diligences telles que décrites ci-dessus, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale des apports ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des 2.110.000 nouvelles parts sociales de classe B d'une valeur nominale de EUR 1,- chacune à émettre en contrepartie."

Ledit rapport restera, après avoir été signé "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, annexé aux présentes pour être formalisé avec elles.

L'Assemblée générale constate que toute l'augmentation de capital se trouve dûment souscrite, libérée et réalisée de la manière ci-avant exposée.

Troisième résolution

En conséquence des déclarations et des résolutions qui ont précédé, l'apport ayant été accompli, l'Assemblée décide de modifier l'article 5.1 des statuts de la Société comme suit:

5.1. «Le capital social est fixé à trente-trois millions cent cinquante-huit mille cinq cent sept euros (EUR 33.158.507,-), représenté par vingt et un millions cent deux mille quatre cent douze (21.102.412) parts sociales de classe A et douze millions cinquante-six mille quatre-vingt-quinze (12.056.095) parts sociales de classe B, ayant toutes une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.».

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et plus personne ne demandant la parole, le Président clos l'Assemblée.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de son capital au droit fixe d'enregistrement, s'élève à environ deux mille six cent trente-cinq euros (EUR 2635.-).

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu et traduit en un langage connu de la partie comparante, connue du notaire par son prénom, nom, état civil et domicile, le mandataire de la partie comparante a signé avec Nous, notaire, le présent acte en original.

Signé: DE FREITAS, HEIB, RENAUDIN, DEPAGNIAT, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 12 décembre 2014. Relation: LAC / 2014 / 59775. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives

Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Référence de publication: 2014209293/99.

(140234525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Luberon Invest Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4971 Bettange-sur-Mess, 6, rue Laangert.

R.C.S. Luxembourg B 183.365.

L'an deux mille quatorze, le vingt-trois décembre

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A comparu:

Monsieur Daniel THILMANY, gérant de sociétés, né le 17 août 1965 à Luxembourg, demeurant à L-4971 Bettange/Mess, 6, rue Laangert.

Ici représenté par Monsieur Anthony THILLMANY, employé privé, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette,

La procuration, signée «ne varietur» par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Lequel comparant déclare être l'associé unique de la société à responsabilité limitée "LUBERON INVEST S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-4971 Bettange-sur-Mess, 6, Rue Laangert,

société constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Frank MOLITOR, notaire de résidence à Luxembourg en date du 19 décembre 2013, publié au Mémorial C numéro 474 du 21 février 2014, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 183.365.

Ensuite le comparant, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide de supprimer la valeur nominale des parts sociales existantes.

Deuxième résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la société d'un montant de NEUF CENT QUATRE-VINGT-HUIT MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT EUROS (€ 988.680,-) pour le porter de son montant actuel de QUATRE CENT SOIXANTE-QUATORZE MILLE SIX CENTS EUROS (474.600,- EUR) à UN MILLION QUATRE CENT SOIXANTE-TROIS MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT EUROS (€ 1.463.280,-) par la création et l'émission de QUATRE-VINGT-DIX-HUIT MILLE HUIT CENT SOIXANTE HUIT nouvelles parts sociales sans désignation de valeur nominale, ayant les mêmes droits et avantages que les parts sociales existantes.

Le comparant précité a souscrit à l'intégralité des parts nouvellement créées.

Ces parts ont été intégralement libérées par l'apport en nature de:

- l'entièreté des CENT CINQUANTE QUATRE (154) actions que le comparant détient de la société anonyme «ZEN S.A.», établie et ayant son siège social à L-4410 Soleuvre, 9, Z.A. Um Woeller, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 99.681.

Ledit apport a été évalué à une valeur vénale de NEUF CENT QUATRE-VINGT-HUIT MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT EUROS (€ 988.680,-).

Cet apport fait l'objet d'un rapport établi en date du 05 décembre 2014 par le gérant de la société.

Lequel rapport, après avoir été signé «ne varietur» par le comparant et par le notaire instrumentant, demeurera annexé au présent acte avec lequel il sera soumis à la formalité du timbre et de l'enregistrement.

Suite à ce qui précède, la répartition des parts sociales est dès lors la suivante:

1.- M. Daniel THILMANY, pré-qualifié	99.320 parts
TOTAL:	99.320 parts

Troisième résolution

L'associé unique décide de modifier l'article 5, des statuts de la société, qui aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 5.** Le capital social est fixé à la somme de UN MILLION QUATRE CENT SOIXANTE-TROIS MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT EUROS (€ 1.463.280,-), représenté par QUATRE-VINGT-DIX-NEUF MILLE TROIS CENT VINGT (99.320) parts sociales sans désignation de valeur nominale".

Evaluation des frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature incombant à la Société en raison du présent acte sont évalués approximativement à € 2.400,-.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par noms, prénoms, états et demeures, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent procès-verbal.

Signé: THILLMANY, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 23/12/2014. Relation: EAC/2014/18014. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 30/12/2014.

Référence de publication: 2014209386/59.

(140234614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Moonwalk Trading Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 184.934.

L'an deux mille quatorze, le dix-sept décembre.

Par devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme de gestion de patrimoine familial dénommée "MOONWALK TRADING Spf S.A.", avec siège social à L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 23 décembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1049 du 24 avril 2014, dont les statuts n'ont à ce jour jamais été modifiés.

La Société est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 184 934.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Liridon ELSHANI, employé privé, avec adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Marilyn KRECKE, employée privée, avec la même adresse professionnelle.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Liridon ELSHANI, prénommé.

Monsieur le président déclare et requiert le notaire d'acter:

I. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, sont indiqués sur une liste de présence signée «ne varietur» par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence, ainsi que les procurations des actionnaires représentés resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissent dûment convoqués et déclarant par ailleurs, avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III. Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour ordre du jour:

- 1) Décision sur la dissolution et la mise en liquidation de la Société;
- 2) Décharge aux organes de la société;
- 3) Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs;
- 4) Divers.

L'Assemblée après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour, et après en avoir délibéré, a pris les résolutions suivantes, à l'unanimité des voix:

Première résolution

L'Assemblée décide de dissoudre la société et de la mettre en liquidation avec effet immédiat.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de reconnaître, approuver, ratifier et adopter comme actes de la Société les actes passés par les administrateurs et par les commissaires aux comptes de la Société, pour la période débutant à la constitution de la Société et jusqu'à la date du présent acte, de renoncer à toute action que la Société pourrait intenter à l'égard des administrateurs ou des commissaires aux comptes de la Société en conséquence de l'exécution de leur mandat respectif, et de leur accorder décharge pour l'accomplissement de leur mandat respectif jusqu'à la date du présent acte.

Troisième résolution

L'Assemblée désigne comme liquidateur la société anonyme «C.G. Consulting», ayant son siège social à L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey, enregistrée auprès du Registre de Commerce et de Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 102 188 (le «Liquidateur») auquel sont conférés les pouvoirs prévus par les dispositions légales en vigueur.

Le Liquidateur a les pouvoirs les plus étendus, prévus par les articles 144 à 148 bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée (la «Loi»). Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 de la Loi sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Le Liquidateur a le droit de distribuer les actifs en espèces et également de verser aux actionnaires dans l'intérêt de la société des avances sur le produit de la liquidation. Le Liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixe.

L'Assemblée décide en outre d'autoriser le Liquidateur, à sa seule discrétion à verser des acomptes sur le boni de liquidation, aux actionnaires de la Société conformément à l'article 148 de la Loi.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée.

Frais

Tous les frais et honoraires dus en vertu des présentes et évalués à mille trois cents euros (EUR 1.300,-) sont à charge de la société.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite donnée aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, tous ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: L. Elshani, M. Krecké et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 décembre 2014. LAC/2014/62875. Reçu douze euros (12.- €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Référence de publication: 2014209416/71.

(140234184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Murex Partico S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 67, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 124.082.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'an deux mil quatorze, le douze décembre,

Par-devant Nous, Maître Carlo WERSANDT, notaire, de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique de la société anonyme MUREX PARTICO S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-2320 Luxembourg, 67, boulevard de la Pétrusse, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 124.082, constituée suivant acte notarié reçu par Maître Marc LECUIT, notaire résidant alors à Rédange/Attert, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 30 janvier 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 572 du 11 avril 2007, (ci-après la «Société»).

Les statuts de la Société ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Marc LECUIT, notaire alors de résidence à Mersch, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 14 octobre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2316 du 26 novembre 2009.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Me Caroline APOSTOL avocat à la Cour, avec adresse professionnelle au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg (le «Président»).

Le Président a désigné comme secrétaire Mme Jeanine BACKES, employée privée, demeurant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse (le «Secrétaire»).

L'assemblée générale a désigné comme scrutateur Mme Jeanne FOURNIER, juriste, demeurant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse (le «Scrutateur»).

Ces trois personnes ont constitué le bureau de l'assemblée.

Le bureau de l'assemblée ainsi constitué a dressé la liste de présence qui, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de l'actionnaire unique représenté ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec la procuration pour être soumise ensemble avec le présent acte aux formalités de l'enregistrement.

Le Président a déclaré et a requis le notaire d'acter que:

I. L'actionnaire unique de la Société a tenu une assemblée générale extraordinaire en date du 19 novembre 2013 par-devant Maître Joëlle BADEN, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 8 janvier 2014 sous le numéro 68, durant laquelle il a été décidé de mettre la Société en liquidation volontaire. La même assemblée générale a décidé de nommer Me Albert WILDGEN, avocat, demeurant à L-2320 Luxembourg, 67, boulevard de la Pétrusse, en tant que liquidateur de la Société. L'actionnaire unique de la Société a tenu une assemblée générale extraordinaire sous seing privé en date du 30 juin 2014, au cours de laquelle Me François BROUXEL, avocat, demeurant à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse a été nommé liquidateur en remplacement de Me Albert WILDGEN, prénommé.

II. L'actionnaire unique de la Société a tenu une assemblée générale extraordinaire sous seing privé en date du 3 décembre 2014, au cours de laquelle Lux Fiduciaire, ayant son siège social à L-2763 12, rue Sainte Zithe (RCS Luxembourg B 65.819), a été nommé commissaire à la liquidation afin d'examiner le rapport du liquidateur de la Société et les comptes de liquidation de la Société, conformément à l'article 151 de la loi du 10 Août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»).

III. Selon la liste de présence, l'actionnaire unique représentant l'intégralité du capital social de soixante-dix millions trente-et-un mille euros (EUR 70.031.000) est valablement représenté à la réunion. L'assemblée peut ainsi valablement délibérer et statuer sur tous les points fixés à l'ordre du jour, sans qu'il y ait besoin d'une convocation préalable.

IV. L'ordre du jour de l'assemblée était le suivant:

1. Examen et approbation du rapport du commissaire à la liquidation (le "Rapport du Commissaire");
2. Approbation du rapport du liquidateur de la Société (le «Rapport du Liquidateur») et des comptes de liquidation de la Société au 31 août 2013 (les «Comptes de Liquidation»);
3. Décharge à accorder au liquidateur de la Société et au commissaire à la liquidation pour l'exécution de leurs mandats en relation avec la liquidation de la Société;
4. Approbation du transfert de tous les actifs et passifs de la Société à l'actionnaire unique;
5. Détermination de l'endroit où les livres la Société seront conservés pour une période de cinq années après la clôture de la liquidation;
6. Approbation de la fin et de la clôture de la liquidation de la Société; et
7. Divers.

Première résolution

Ayant eu communication du Rapport du Commissaire en date du 9 décembre 2014, l'assemblée générale a reconnu et approuvé ledit rapport qui conclut que le Rapport du Liquidateur est conforme avec les lois luxembourgeoises et les obligations légales et donne une image sincère et fidèle des opérations de liquidations de la Société.

Le Rapport du Commissaire, après avoir été signé ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexé au présent acte et sera enregistré avec lui auprès de l'administration de l'enregistrement.

Deuxième résolution

Après avoir pris note des conclusions contenues dans le Rapport du Liquidateur, l'assemblée générale a décidé d'approuver le Rapport du Liquidateur et les Comptes de Liquidation.

Le Rapport du Liquidateur ainsi que les Comptes de Liquidation, après avoir été signés ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné, resteront annexés au présent acte et seront enregistrés avec lui auprès de l'administration de l'enregistrement.

Troisième résolution

L'assemblée générale a donné décharge pleine et entière au liquidateur de la Société et au commissaire à la liquidation pour l'exécution de leurs mandats en rapport avec la liquidation de la Société.

Quatrième résolution

L'assemblée générale a décidé d'approuver le transfert des actifs et passifs de la Société à l'actionnaire unique conformément à ce qu'il ressort des Comptes de Liquidation (le cas échéant).

Afin d'être en mesure de régler les factures, impôts susmentionnés, ainsi que toute dette provisionnés dans les Comptes de Liquidation mais non encore exigibles à ce jour, le Liquidateur prévoit de consigner un montant correspondant aux actifs revenant aux créanciers tel que déterminé dans les Comptes de Liquidation et note que l'actionnaire unique s'est engagé à payer à première demande et dans un délai de 8 jours ouvrables tous les montants qui seraient dus par la Société après la clôture de la liquidation de la Société.

Cinquième résolution

L'assemblée générale a décidé d'approuver la conservation des livres de la Société pour une période de 5 années au 67, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

Sixième résolution

L'assemblée générale a déclaré la liquidation de la Société terminée avec effet à ce jour.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée est clôturée.

Frais

Le montant total des frais, coûts, honoraires et charges qui incombent à la Société en raison du présent acte, est évalué approximativement à mille cent euros (1.100,- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'Etude, à la date mentionnée en tête du présent document.

Le présent acte ayant été lu au mandataire, il a signé avec le notaire soussigné le présent acte.

Signé: C. APOSTOL, J. BACKES, J. FOURNIER, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 16 décembre 2014. LAC/2014/60563. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Référence de publication: 2014209449/97.

(140233940) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Cavendish-Peakside CEE Investments SCSp, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 192.992.

—
EXTRAIT

I/ La Société, Cavendish-Peakside CEE Investments SCSp, une société en commandite spéciale, a été constituée par acte sous seing privé signé en date du 27 novembre 2014 pour une durée limitée de cinq (5) ans, renouvelable deux fois pour une période d'un an à chaque fois, ayant son siège social au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

II/ Il résulte du contrat social que l'objet social de la Société s'inscrit comme suit:

La Société peut réaliser au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à l'acquisition et la détention de biens immobiliers (les Biens Immobiliers) et à l'acquisition et la détention dans (i) des entreprises (sous quelque forme que ce soit) qui peuvent, conformément à leurs documents constitutifs, acquérir et détenir exclusivement des biens immobiliers et d'autres actifs nécessaires à la gestion de tels biens immobiliers (les Sociétés Immobilières) et (ii) des sociétés de détention de portefeuille immobilier qui sont définies ici comme des entités dont l'objet social, conformément à leurs documents constitutifs, est l'acquisition et la détention indirecte des biens immobiliers et autres actifs nécessaires à la gestion de tels biens immobiliers, par le biais de l'acquisition et la prise de participations dans d'autres entités dont l'objet social est limité de la même façon comme décrit aux points (i) et (ii) ci-dessus (les Sociétés de Détention de Portefeuille Immobilier), ainsi que (b) l'administration, gestion, contrôle, développement et cession des Biens Immobiliers et des intérêts dans les Sociétés Immobilières et les Sociétés de Détention de Portefeuille Immobilier.

La Société peut notamment employer ses fonds à l'organisation, à la gestion, au développement et à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et droits de propriété intellectuelle de toute origine, et participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise compatible avec les objectifs de placement. Elle peut également acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres de sécurité et droits de propriété intellectuelle, les faire mettre en valeur et les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

Dans le cadre des objets indiqués ci-dessus, la Société peut apporter tout concours (par voie de prêts, avances, garanties, sûretés ou autres) aux sociétés ou autres entreprises dans lesquelles la Société a un intérêt.

En général, la Société peut réaliser toute opération immobilière, prendre toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et réaliser toutes opérations qui se rattachent directement ou indirectement à son objet social indiqué ci-dessus ou qui favorisent son développement ou son extension.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit ainsi que par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de notes et les emprunts et tout type de dettes, convertibles ou non et/ou des titres de participations. Elle peut consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses Filiales, Sociétés Affiliées ou de toute autre société. La Société peut en outre nantir, grever des charges ou créer de toute autre manière des sûretés pourtant sur tout ou partie de ses avoirs.

III/ Il résulte du contrat social que la société suivante a été nommée en tant qu'associé commandité assurant les pouvoirs de gérance de la Société pour la durée de la Société:

- Cavendish CEE Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée, établie et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège sociale au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 192958.

Son pouvoir est inscrit comme suit:

Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature (i) du commandité, représenté par ses représentants dûment désignés, (ii) du conseiller, représenté par ses représentants dûment désignés, pour les questions pour lesquelles celui-ci a été habilité à agir, ou (iii) toute autre personne à laquelle ces pouvoirs ont été délégués.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, 22 décembre 2014.

Pour extrait conforme

ATOZ

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2014205332/57.

(140230058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Duberion Strategies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 140.996.

Extrait du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue au siège social le 16 septembre 2013 à 10.00 heures.

L'Assemblée Générale reconduit les mandats de Monsieur Ettore Contini, Monsieur Frederic Sicchia et Madame Elise Lethuillier en tant qu'administrateurs, ainsi que le mandat du Commissaire aux Comptes HRT Révision S.A., domicilié au 163, rue du Kiem L-8030 Strassen et référencé auprès du RCSL sous le numéro B51238, pour une durée de 6 ans.

Leurs mandats prendront fin à l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'année 2019.

Luxembourg.

Pour la société

Un administrateur

Référence de publication: 2014205461/16.

(140231154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

D2Lux Immo SARL, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-2668 Luxembourg, 2-8, rue Julien Vesque.

R.C.S. Luxembourg B 191.253.

Par la présente, nous vous informons que le siège social de la société est transféré à:

2-8, rue Julien Vesque

L-2668 Luxembourg

Luxembourg, le 22 décembre 2014.

José Arranz.

Référence de publication: 2014205466/12.

(140229789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

4X4 by Kontz, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2610 Luxembourg, 128, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 55.456.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014207506/10.

(140231100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.
